



Assemblée générale

Soixante-dix-septième session

Documents officiels

Première Commission

18^e séance plénière

Lundi 24 octobre 2022, à 10 heures

New York

Président : M. Pieris (Sri Lanka)

La séance est ouverte à 10 h 10.

Points 90 à 108 de l'ordre du jour (suite)

Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution et de décision déposés au titre de tous les points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

Le Président (*parle en anglais*) : Tout d'abord, qu'il me soit permis d'adresser aux membres les salutations les plus chaleureuses en ce jour de Diwali, fête des lumières. Que cette lumière guide nos travaux aujourd'hui et pendant le reste de la session. Diwali, comme nous le savons, symbolise la victoire spirituelle de la lumière sur les ténèbres, du bien sur le mal et de la connaissance sur l'ignorance. Tel est l'esprit dans lequel nous avons la chance de travailler en ce jour. Alors, structurons tous nos débats sur la base de cette éthique afin de nous unir et d'œuvrer pour la paix, ce qui est la tâche la plus importante qui nous attend. Pour réussir à élargir le terrain d'entente sur les sujets dont nous sommes saisis, il faudra faire preuve de la même ambition et du même idéalisme que ceux qui ont motivé les conclusions auxquelles nous sommes parvenus ces derniers jours. Il faudra donc faire montre d'innovation et de persévérance pour trouver et promouvoir des mécanismes susceptibles de réduire les risques dont nous parlons. Il faudra également instaurer la confiance quant au fait que les États et les acteurs de la

société civile des deux côtés du débat partagent l'objectif de la sécurité mutuelle. C'est dans cet esprit, l'esprit de Diwali aujourd'hui, que nous allons nous atteler à ce débat que j'espère fructueux. La mesure dans laquelle il peut l'être est entièrement entre nos mains. Faisons donc de notre mieux. Je souhaite à toutes et à tous un très joyeux Diwali.

La Commission va poursuivre son débat thématique sur le groupe de questions « Armes classiques ». Les délégations qui souhaitent exercer leur droit de réponse pourront le faire une fois que la Commission aura épuisé la liste des orateurs et oratrices pour ce groupe de questions. Immédiatement après, nous entamerons notre débat thématique sur le groupe de questions « Autres mesures de désarmement et sécurité internationale ». Avant de donner la parole aux délégations, je rappelle qu'elles doivent limiter la durée des déclarations prononcées dans le cadre du débat thématique à cinq minutes lorsqu'elles prennent la parole au nom de leur pays.

M. Coulibaly (Mali) : Je voudrais, tout d'abord, Monsieur le Président, me réjouir de voir votre pays, Sri Lanka, pays ami du Mali, présider les travaux de la Première Commission à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale. Aussi voudrais-je vous assurer du soutien total de la délégation malienne dans la conduite des travaux de la Commission. À présent, à titre national, ma délégation voudrait faire quelques observations.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



En dépit des initiatives prises au cours des dernières années par la communauté internationale en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, ce phénomène continue hélas d'entretenir des conflits, d'exacerber la violence et d'alimenter le terrorisme et la criminalité organisée dans de nombreux pays, dont le Mali. En ce qui concerne mon pays, il est établi que la dissémination illicite d'armes légères de toutes sortes aux mains des groupes terroristes et des entités non étatiques est à la base de la crise sécuritaire dans les régions du centre et du nord du Mali. Cette situation demeure un obstacle majeur à la réalisation des objectifs de développement, singulièrement la lutte contre la pauvreté, l'accès à la santé et à l'éducation, la promotion du genre, la lutte contre les maladies, etc. En outre, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali s'en trouve profondément affectée pour des raisons de contraintes sécuritaires.

Ma délégation se félicite que, dans le cadre du règlement de la crise malienne, le Conseil de sécurité, à travers les différentes résolutions relatives à la situation dans notre pays, demande à la communauté internationale d'aider le Mali à s'attaquer au problème de la prolifération et du trafic illicite des armes légères et de petit calibre. À cet égard, je voudrais inviter la communauté internationale, en sa qualité de garante de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, à jouer pleinement son rôle afin de diligenter le cantonnement des groupes armés et le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, toutes choses qui contribueront à réduire la circulation illicite des armes légères et de petit calibre dans mon pays.

La lutte contre le commerce et la circulation illicites des armes légères et de petit calibre ne peut être efficace que si elle est menée en synergie dans le cadre de la concertation et de la coopération avec les pays durement affectés. C'est dans ce contexte que les autorités de mon pays, soucieuses de la préservation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Mali ainsi que de celles de ses populations, ont d'abord déployé des efforts louables dans le renforcement des capacités des forces armées et de défense dans la lutte contre l'extrémisme violent. Puis, dans le cadre multilatéral, elles appellent notamment la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali à une coopération pleine et entière avec les Forces de défense et de sécurité maliennes pour pouvoir mieux exécuter son mandat.

Au plan juridique, le Mali a ratifié ou adhéré à la quasi-totalité des conventions et accords internationaux et régionaux sur la maîtrise des armes classiques, comme la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes, le Traité sur le commerce des armes et le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions. Conformément à ses engagements, le Gouvernement malien, à travers le Secrétariat permanent de la lutte contre la prolifération des armes légères, a entrepris des actions vigoureuses pour combattre le fléau des armes légères et de petit calibre, à travers notamment la sensibilisation et la récupération des armes illégalement détenues par les populations civiles sur l'ensemble du territoire national. Avec l'appui de ses partenaires, le Gouvernement poursuit ces actions qui rentrent étroitement dans le cadre du processus de consolidation de la paix en cours et d'une meilleure protection des populations.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer l'engagement du Gouvernement malien à poursuivre et intensifier ses efforts dans la lutte contre la prolifération des armes légères.

M. Mbingo (Eswatini) (*parle en anglais*) : Le Royaume d'Eswatini s'associe aux déclarations faites par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non-alignés et par le représentant du Nigéria au nom du Groupe des États d'Afrique (voir A/C.1/77/PV.16).

L'Eswatini reste profondément préoccupé par la poursuite du commerce, du transfert et de la circulation illicites des armes légères et de petit calibre, y compris leur accumulation excessive et leur diffusion incontrôlée dans de nombreuses parties du monde, un problème qui préoccupe gravement non seulement l'Eswatini ou la région africaine, mais aussi l'ensemble de la planète. L'Eswatini attache une grande importance au rôle central joué par le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et l'Instrument international de traçage en tant qu'instruments multilatéraux indispensables pour lutter contre les flux illicites de ces armes et leurs effets multidimensionnels, qui représentent une menace pour la paix et la sécurité internationales.

L'Eswatini salue le travail considérable accompli pour lutter contre le commerce illicite des armes légères, notamment la Déclaration de Bamako de 2000, l'Acte constitutif de l'Union africaine, le Protocole de 2002 relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union

africaine, le Protocole de 2004 sur le contrôle des armes à feu, des munitions et d'autres matériels connexes dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Agenda 2063 de l'Union africaine, l'initiative « Faire taire les armes en Afrique » et de nombreuses autres initiatives sous-régionales.

L'Eswatini reste fermement résolu, de concert avec la région africaine et avec le plein appui de la communauté internationale, à réaliser des progrès concrets en ce qui concerne le Plan directeur de l'Union africaine sur les mesures concrètes à prendre pour faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020, dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. L'Eswatini exhorte les États Membres qui ont des économies développées à augmenter leur assistance technique et financière aux pays en développement comme l'Eswatini en vue de la réalisation des objectifs généraux du Programme d'action sur les armes légères et de l'Instrument international de traçage en vue d'éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. En effet, l'Eswatini estime que de tels efforts permettront non seulement de promouvoir les initiatives nationales et régionales, mais également d'appuyer l'action menée au niveau mondial.

Le Royaume d'Eswatini apprécie également à leur juste valeur les efforts déployés par les États parties au Traité sur le commerce des armes depuis son entrée en vigueur, ainsi que les travaux de la huitième Conférence des États parties, qui s'est tenue à Genève du 22 au 26 août. L'Eswatini encourage en outre les États parties au Traité à l'appliquer de manière équilibrée et objective afin de protéger les intérêts de tous les États, et non seulement ceux des principaux producteurs et exportateurs d'armes au niveau international. Nous plaidons en outre pour le droit souverain des États d'acquérir, de fabriquer, d'exporter, d'importer et de détenir des armes classiques, ainsi que leurs pièces et composants, pour répondre à leurs besoins en matière de légitime défense et de sécurité, conformément à la Charte des Nations Unies.

Enfin, L'Eswatini note avec satisfaction que la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action a permis de conclure un accord sur la création d'un programme de bourses d'études consacré à la formation en matière d'armes légères et de petit calibre en vue de renforcer les connaissances et les compétences techniques dans des domaines liés à la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, en particulier dans les pays en développement tels que l'Eswatini.

M. Eustathiou de los Santos (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, comme c'est la première fois que je prends la parole devant la Première Commission, je tiens à vous saluer, Monsieur le Président, et à vous renouveler le soutien de ma délégation pour que les travaux de la Commission soient menés à bien.

L'Uruguay réaffirme son engagement en faveur de la lutte contre le commerce illicite d'armes légères et de petit calibre, leur accumulation déstabilisatrice et leur utilisation abusive. Pour lutter contre ce fléau, nous pensons qu'il est essentiel de renforcer la coordination et la coopération aux niveaux bilatéral, sous-régional et régional. L'Uruguay estime que le multilatéralisme est notre meilleur allié pour atteindre cet objectif, en particulier tel qu'il est incarné par l'ONU.

Le Traité sur le commerce des armes est une étape importante vers une réglementation internationale et un commerce international des armes classiques – y compris les armes légères et de petit calibre et leurs pièces, composants et munitions – plus responsables. Ma délégation se félicite de la tenue de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Même si la Réunion a maintenu les bases de son édition précédente, nous nous félicitons des progrès réalisés en ce qui concerne la coopération, le programme de bourses et les questions de genre.

Comme nous l'avons exprimé récemment à l'occasion du débat général, nous nous félicitons des travaux du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques et son document-cadre (voir A/C.1/77/PV.5). Nous espérons qu'à terme, le groupe de travail à composition non limitée prendra en compte les points soulevés par plusieurs pays de ma région, en gardant à l'esprit que les cadres mondiaux et régionaux existants sont insuffisants pour traiter de la question de la gestion des munitions tout au long de leur cycle de vie et qu'il n'existe pas de cadre normatif universellement accepté. Nous devons aborder les aspects de sécurité de la gestion des munitions tout au long de leur cycle de vie, depuis le point de production jusqu'à l'élimination ou l'utilisation, en identifiant et en promouvant des activités conçues pour contrôler et améliorer l'efficacité des mesures de sécurité à tous les stades de la gestion des munitions tout au long de leur cycle de vie. C'est ainsi que nous pourrions prévenir les catastrophes nucléaires, humanitaires, climatiques et autres. C'est pourquoi mon pays est également favorable à une approche globale qui inclut la gestion des munitions

classiques tout au long de leur cycle de vie. Il est essentiel de réglementer correctement les munitions des armes légères et de petit calibre. Nous avons présenté un texte à cet égard, en collaboration avec plusieurs délégations de la région. Nous rappelons que même si les munitions pour les armes légères et de petit calibre présentent un risque d'explosion minime, il existe un risque très élevé de détournement en ce qui les concerne, en raison de leur faible traçabilité. Il serait opportun de faire des progrès s'agissant de la définition et de la catégorisation des munitions, car cela apporterait plus de clarté, permettant ainsi de faire avancer les travaux du groupe de travail à composition non limitée.

Nous soulignons qu'il importe d'apporter notre assistance et notre coopération aux pays qui en font la demande, en vue de réduire le fossé technologique en matière de sécurité des stocks, d'empêcher leur détournement et de garantir leur durabilité. Le renforcement des capacités nationales dans ce domaine améliorera la protection et la sécurité de tout le monde. Nous renouvelons donc notre soutien aux délégations qui travaillent sur des projets de résolution dans ce domaine et demandons instamment aux Membres de les soutenir également. À cet égard, je voudrais saisir cette occasion pour remercier M^{me} Nohra Quintero Correa, de la Colombie, pour les efforts qu'elle a déployés dans ce domaine. Pour toutes ces raisons, nous estimons également que le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et l'Instrument international de traçage sont des instruments essentiels et des références internationales pour progresser dans la lutte contre le trafic de ces armes. Nous sommes fermement convaincus des synergies qui existent entre le Programme d'action et les autres instruments que j'ai mentionnés.

Considérant que le trafic d'armes légères et de petit calibre a une incidence décisive sur la réalisation des objectifs de développement durable – en particulier l'objectif 16, qui reconnaît la nécessité de sociétés justes, pacifiques et inclusives, et l'objectif 5, relatif à l'égalité des sexes –, l'Uruguay reconnaît que les femmes ont un rôle fondamental à jouer dans le désarmement, la maîtrise des armements et la sécurité. Nous sommes donc favorables à la prise en compte des questions de genre en matière d'armes classiques, et de manière transversale, au sein de la Première Commission. De même, nous saluons la participation de la société civile, que nous remercions pour son soutien dans la lutte contre ce fléau.

En conclusion, je voudrais souligner et réaffirmer que pour que les pays en développement réussissent dans

cette lutte, il est vital qu'ils reçoivent une assistance technique et financière, qui est essentielle pour réaliser des progrès concrets.

M. Sharoni (Israël) (*parle en anglais*) : Chaque année, les armes classiques continuent de coûter la vie à des centaines de milliers de victimes innocentes dans le monde entier. Ces armes, en particulier les missiles, les roquettes, les armes légères et de petit calibre et les technologies connexes, ont proliféré dans le monde entier. Malheureusement, des armes classiques, d'une quantité et d'une qualité sans précédent, ont été acquises et disséminées dans toute la région du Moyen-Orient. Elles se retrouvent entre les mains de régimes oppressifs, d'organisations terroristes et d'États soutenant le terrorisme. Il est clair que les États doivent s'acquitter de leurs obligations internationales non seulement pour prévenir la dissémination des armes classiques, mais également pour lutter contre la prolifération en général et gérer efficacement leurs stocks.

Le respect et la mise en œuvre des instruments pertinents, tels que le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et l'Instrument international de traçage, ainsi que la Convention sur certaines armes classiques (CCAC), sont importants pour nos efforts collectifs en faveur d'un monde plus sûr. À cet égard, Israël a remis son rapport annuel au Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que son rapport annuel sur les dépenses militaires et son rapport semestriel au Programme d'action. Israël a rejoint la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel en tant qu'observateur et a prorogé son moratoire sur toutes les exportations, ventes ou autres transferts de toutes les mines terrestres antipersonnel pour une période supplémentaire de trois ans, jusqu'en juillet 2023. En tant que Haute Partie contractante à la CCAC, Israël a également remis son rapport national de conformité et son rapport sur le Protocole II modifié.

Israël se félicite du travail considérable accompli et des résultats obtenus jusqu'à présent, notamment du succès de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action, ainsi que de l'adoption par consensus de son document final. En outre, Israël participe aux travaux du Groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques en ce qui concerne l'élaboration d'un nouveau cadre mondial qui comblera les lacunes existantes dans la gestion des munitions tout au long de leur cycle de vie.

Il sera important de veiller à ce que les engagements politiques futurs reflètent le respect des systèmes juridiques nationaux existants si l'on veut qu'ils soient efficaces et durables. La gestion des munitions doit être basée sur des normes nationales. En outre, selon Israël, ce cadre doit être volontaire et non juridiquement contraignant.

Israël reconnaît l'importance du Traité sur le commerce des armes, qui constitue une étape importante dans l'engagement pris par la communauté internationale d'intensifier les efforts visant à réduire les transferts illicites d'armes. En tant qu'État signataire, Israël soutient les objectifs et les buts du Traité, et nombre de ses principes et normes sont déjà incorporés dans nos solides mécanismes de contrôle des exportations. Dans certaines régions du Moyen-Orient, des armes sont délibérément transférées à des acteurs non étatiques et à des États soutenant le terrorisme. Parmi les nombreuses conséquences de ce trafic d'armes, on peut citer le stockage intentionnel d'armes dans les zones urbaines, l'utilisation des civils comme boucliers humains par des acteurs non étatiques et les attaques terroristes aveugles contre les populations civiles. Nous pensons qu'il est primordial d'empêcher le détournement et la prolifération des armes vers des destinataires non autorisés, en particulier les terroristes.

Israël est attaché à la CCAC et reconnaît son caractère unique en tant que principale instance pour l'inclusion de tous les acteurs les plus pertinents, ce qui signifie que ses réalisations ont l'effet pratique le plus important sur le terrain. Sa force réside dans son engagement et sa capacité de trouver le bon équilibre entre les considérations militaires et humanitaires, et elle doit préserver cette force dans tous ses efforts futurs. Israël continuera à jouer un rôle actif et constructif dans toute discussion future sur les systèmes d'armes létaux autonomes. Les réunions du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes qui se sont tenues jusqu'à présent ont contribué à promouvoir une meilleure compréhension des différents aspects de la question et nous ont permis de nous mettre d'accord sur les 11 principes directeurs en 2019. Nous considérons qu'il s'agit là d'un résultat remarquable et d'une base solide pour nos travaux futurs. Toutefois, nous constatons que de nombreuses questions nécessitent encore des éclaircissements et des délibérations et qu'il est donc nécessaire de poursuivre un processus progressif et éclairé qui permettra d'approfondir notre compréhension collective. Nous attendons avec intérêt la poursuite des discussions sur cette question dans le cadre de la CCAC.

M^{me} Moran (Irlande) (*parle en anglais*) : L'Irlande s'associe à la déclaration faite la semaine dernière au nom de l'Union européenne (voir A/C.1/77/PV.16), et je voudrais ajouter quelques observations à titre national.

L'Irlande consacrera sa déclaration d'aujourd'hui à la question des armes explosives dans les zones peuplées, et nous mettrons en ligne une version complète de notre déclaration portant sur les armes classiques en général.

L'Irlande a une forte tradition de désarmement humanitaire qui est partie intégrante de notre identité nationale et une signature de la politique étrangère irlandaise. On ne saurait trop insister sur les conséquences dévastatrices, tant sur le plan humanitaire que sur celui du développement, qu'a l'emploi d'armes explosives dans les zones peuplées, mettant en danger la vie des civils et, à plus long terme, compromettant leur avenir en raison des déplacements de population et des dommages graves causés aux services et infrastructures critiques. Le Secrétaire général n'a cessé d'appeler à une déclaration politique sur ce problème. Nous sommes fiers que la communauté internationale ait maintenant l'occasion de répondre à cet appel à la Conférence de Dublin, le mois prochain, en approuvant la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. L'Irlande a conclu les négociations sur le texte le 17 juin, au terme de près de trois ans de consultations impliquant les États Membres, l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge et la société civile. Elle marque une étape importante. Mais le processus irlandais n'est pas issu du néant. Il s'appuie sur le travail accompli par d'autres depuis de nombreuses années, notamment la série de discussions sur les armes explosives dans les zones peuplées menée par l'Allemagne, les déclarations conjointes successives au sein de la Première Commission, les conférences régionales de Maputo et de Santiago, la conférence internationale de Vienne et le débat du Conseil de sécurité sur la guerre urbaine et la protection des civils, en janvier (voir S/PV.8953).

L'objectif sous-jacent de la Déclaration est de réduire les dommages causés aux civils par les armes explosives dans les zones peuplées. Elle n'interdit pas l'utilisation d'une arme spécifique et ne crée pas de nouvelles obligations juridiques. De fait, le texte indique expressément que le droit international humanitaire existant fournit un cadre pour réglementer la conduite dans les conflits armés, y compris l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. En revanche, elle

prend acte des problèmes humanitaires importants liés à l'emploi d'armes explosives dans les zones peuplées et de la nécessité d'y remédier, et elle définit un cadre pour la concrétisation de ces engagements, en veillant à ce que les armées prennent explicitement en compte les effets de leurs actions sur les civils et les biens de caractère civil et limitent en conséquence le recours aux armes explosives dans les zones peuplées, ou s'abstiennent de les utiliser, en renforçant la coopération internationale sur la manière de mettre ces engagements en pratique et en facilitant l'accès humanitaire, le soutien aux victimes et l'amélioration de la collecte de données. En d'autres termes, ces actions contribueront à prévenir et à réduire les souffrances des civils.

Nous remercions la communauté internationale et la société civile pour leur contribution et leur engagement dans l'élaboration de la Déclaration. Le parachèvement de ce texte est un événement capital et l'Irlande a maintenant le plaisir d'accueillir les ministres des affaires étrangères et d'autres hauts représentants d'États, d'organisations internationales et de la société civile à Dublin le 18 novembre, lorsque notre ministre des affaires étrangères présidera une conférence internationale de haut niveau au cours de laquelle les délégués adopteront officiellement la Déclaration. En outre, nous encourageons vivement toutes les délégations à participer au forum de la société civile qui se tiendra à Dublin le 17 novembre.

La Déclaration politique est une réalisation d'intérêt mondial et le fruit d'une vaste collaboration interrégionale, élaborée dans le plein respect des principes du multilinguisme et du multilatéralisme. Dans cet esprit, l'Irlande reconnaît l'importance d'assurer une participation diversifiée sur le plan régional. Nous avons donc le plaisir d'annoncer que nous finançons un programme de parrainage administré par le Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies afin de faciliter la participation de ministres et hauts responsables des pays moins développés et des petits États insulaires en développement. De plus amples informations sur ce programme de parrainage seront publiées prochainement. Les contributions des autres États sont également encouragées. Nous profitons de l'occasion pour rappeler aux délégations qu'elles doivent soumettre leurs notes verbales avant le 3 novembre.

Pour terminer, il est encourageant de constater que, malgré le contexte de sécurité internationale le plus difficile que nous ayons connu depuis la fin de la guerre froide, les États, les organisations internationales et la société civile aient su, en bonne intelligence, parvenir

à un accord sur la Déclaration politique. Trop souvent, nous sommes confrontés à des scènes de souffrance humanitaire suite à l'emploi d'armes explosives dans des zones densément peuplées. Elles nous rappellent de manière brutale et urgente que nous avons la responsabilité collective de renforcer les normes mondiales et de nous attaquer aux causes profondes de ces souffrances. Nous espérons qu'avec la Déclaration politique, la communauté internationale franchit une étape vers la concrétisation de cette ambition, en envoyant un message sans ambiguïté sur l'importance fondamentale de la protection des civils en période de conflit armé.

M. Malovrh (Slovénie) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de vous souhaiter un joyeux Diwali, Monsieur le Président, ainsi qu'à tous ceux qui célèbrent aujourd'hui cette fête des lumières.

La Slovénie s'associe elle aussi à la déclaration faite au nom de l'Union européenne (voir A/C.1/77/PV.16), et je voudrais ajouter les observations suivantes à titre national.

Nous vivons dans un monde dangereux, un monde de violence, un monde où les sources d'instabilité sont complexes et interdépendantes : violence et criminalité organisée, coups d'État et guerres. Dans un tel contexte, il est de plus en plus indispensable que tous les États respectent et se conforment pleinement au droit international humanitaire. La Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination constitue, avec tous ses protocoles, un élément essentiel du droit international humanitaire. Nous encourageons tous les États qui ne l'ont pas encore fait à la signer et à la ratifier.

La Slovénie tient à faire part de sa profonde inquiétude face à l'utilisation d'armes à sous-munitions sur les populations civiles en Syrie, au Yémen, en Libye et en Ukraine, entre autres. Nous appelons toutes les parties à s'abstenir de telles actions et à respecter et appliquer la Convention sur les armes à sous-munitions. Nous appelons également tous les États à s'abstenir de tout transfert d'armes vers des États qui violent la Convention, y compris la Fédération de Russie. Nous condamnons fermement l'utilisation par la Russie de mines terrestres antipersonnel et d'armes à sous-munitions contre les civils en Ukraine, ainsi que son utilisation d'autres armes explosives telles que les roquettes, les obus d'artillerie et les engins explosifs improvisés.

La prolifération illicite et l'utilisation non autorisée des armes légères et de petit calibre constituent un grave danger pour la sécurité et la stabilité internationales. Elles menacent chaque jour la vie de millions de personnes dans le monde et constituent un obstacle constant au développement économique. La Slovénie est déterminée à promouvoir la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects. Nous soulignons également qu'il importe d'adopter une approche tenant compte des questions de genre et de décourager le recrutement d'enfants soldats dans les politiques de contrôle de la demande et du transfert d'armes légères et de petit calibre, politiques qui devraient être mises en œuvre en coordination avec les politiques de gestion efficace des munitions classiques.

La Slovénie se félicite des travaux du Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes. Ses travaux contribuent de manière positive à notre compréhension commune de cette question complexe. La Slovénie estime que les résultats du Groupe doivent également tenir compte des considérations éthiques liées aux décisions prises par des êtres humains.

La Slovénie est pleinement attachée à la Convention d'Ottawa ainsi qu'au Plan d'action d'Oslo et à sa mise en œuvre dans tous les domaines. Nous accordons une grande attention au domaine de la lutte contre les mines. En 1998, le Gouvernement slovène a créé ITF Enhancing Human Security, une organisation conçue pour aider à éliminer le fléau des mines antipersonnel dans toutes les régions touchées par les mines. Depuis plus de 20 ans, avec le soutien de donateurs, cette organisation répond aux besoins des enfants et des adultes touchés par les conflits dans diverses régions du monde. Outre le déminage, un certain nombre de projets ont été mis en œuvre, l'accent étant mis sur le renforcement des capacités et la fourniture d'une réadaptation médicale et psychosociale aux victimes, en particulier aux enfants, originaires de la Bosnie-Herzégovine, de la bande de Gaza, de l'Ukraine, du Liban et d'autres pays. Récemment, grâce à un don de la République de Corée, ITF Enhancing Human Security a lancé des projets d'assistance aux victimes de mines au Liban afin de répondre aux besoins les plus cruciaux et les plus vitaux en matière de soins de santé et de génération de revenus pour les victimes de mines et les membres de leur famille. Le projet réunira des victimes de mines et leurs familles qui participeront à des ateliers de formation à l'apiculture et à la production de miel.

En conclusion, la Slovénie continue de s'inspirer de la vie des abeilles. Elles travaillent comme un seul être, ensemble et unies pour un objectif commun. Nous, les États Membres de l'ONU, devrions nous unir pour renforcer le dispositif de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération dans le plein respect de la Charte des Nations Unies.

Le Président (*parle en anglais*) : Je ne peux qu'approuver le sentiment du représentant de la Slovénie. Nous devrions tous travailler en groupe, comme des abeilles, et les abeilles travaillent très efficacement. C'est exactement ce que nous devrions faire.

M^{me} Ferreira (Angola) (*parle en anglais*) : L'Angola s'associe à la déclaration faite par le représentant du Nigéria, au nom du Groupe des États d'Afrique, et à celle prononcée par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/77/PV.16).

La République d'Angola a signé la Convention d'Ottawa en 1997 et l'a ratifiée en 2002. Elle est entrée en vigueur dans le système juridique angolais en 2003 et, depuis lors, nous nous sommes engagés à garantir la destruction de toutes les mines antipersonnel dans notre juridiction d'ici à 2025. En tant qu'État partie à cet instrument international, nous sommes déterminés à créer les conditions et les mécanismes juridiques permettant d'atteindre l'objectif préconisé par les États fondateurs de la Convention, à savoir l'interdiction des mines, qui représentent un obstacle au développement socioéconomique des pays sortant d'un conflit et dont les deux tiers se trouvent dans les pays du tiers-monde. À cet égard, notre agence nationale de lutte contre les mines, que nous avons créée pour répondre aux engagements pris dans le cadre des instruments internationaux et pour nous acquitter de nos obligations nationales, a travaillé en s'appuyant sur la stratégie nationale de lutte contre les mines et contribué à renforcer davantage nos engagements dans le cadre de la Convention, par une meilleure orientation et une meilleure direction de l'action de notre pays dans ce secteur.

Par l'intermédiaire de cette agence, notre gouvernement s'est engagé à surveiller et à assurer la mise en œuvre de notre stratégie de déminage, en coopération avec d'autres partenaires nationaux et internationaux dans le secteur de la lutte contre les mines, ainsi qu'à mobiliser des ressources par l'intermédiaire de diverses autorités nationales et internationales, à un moment où les recherches menées dans des zones précédemment inaccessibles ont confirmé que cinq des 19 provinces de

notre pays ont encore besoin d'une attention particulière en raison de leur niveau élevé de pollution.

La situation de l'Angola requiert toujours une attention particulière. Nous avons 1 092 champs de mines sur une superficie de 6 848 315 mètres carrés et avons besoin de 285 515 434 dollars pour les opérations de déminage et d'enlèvement dans tout le pays. Les activités de nos opérateurs nationaux de déminage continuent d'être financées par le Gouvernement angolais au moyen de dotations budgétaires annuelles. Compte tenu du déficit que je viens d'évoquer, il est donc nécessaire d'accroître le financement du déminage et de l'assistance technique afin de garantir la pleine mise en œuvre de nos efforts de libération des terres. À cet égard, nous exprimons notre soutien au projet de résolution A/C.1/77/L.40, sur la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.

M. Souliyong (République démocratique populaire lao) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe aux déclarations faites par la représentante de l'Indonésie et le représentant du Cambodge, respectivement au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/77/PV.16) et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (voir A/C.1/77/PV.15).

Bien que les armes classiques n'aient pas les mêmes effets dévastateurs que les armes de destruction massive, leur emploi massif peut également avoir des incidences humanitaires néfastes avec des conséquences à long terme. Les restes explosifs de guerre sont un bon exemple à cet égard, car leurs conséquences persistent longtemps après la fin d'un conflit.

La République démocratique populaire lao a vécu l'expérience traumatisante des dommages causés par les armes classiques sur le plan humanitaire et sur celui du développement. C'est pourquoi nous souscrivons fermement et participons activement aux travaux de la communauté internationale sur la maîtrise des armes classiques et le désarmement dans ce domaine. La République démocratique populaire lao est partie aux principaux instruments internationaux dans ce domaine, notamment la Convention sur certaines armes classiques et les quatre protocoles y annexés. Nous attachons une importance particulière à la Convention sur les armes à sous-munitions. En tant que deuxième signataire de la Convention sur les armes à sous-munitions, la République démocratique populaire lao a été un membre très actif de la Convention et a accueilli la première Réunion des États parties en 2010, à l'occasion de laquelle les États parties ont adopté la Déclaration de Vientiane et le Plan d'action

de Vientiane 2011-2015. Ces deux documents importants ont défini une feuille de route pour les États parties afin de poursuivre la mise en œuvre de la Convention. De même, le Plan d'action de Lausanne, adopté à la deuxième Conférence d'examen de la Convention sur les armes à sous-munitions en septembre 2021, guidera les États parties dans la réalisation de progrès tangibles et à long terme vers l'universalisation et l'application de la Convention pour la période allant de 2021 à 2026.

La guerre d'Indochine a laissé derrière elle de nombreux défis qui persistent encore aujourd'hui. Plus de 270 millions de sous-munitions d'arme à dispersion ont été larguées sur le sol lao, dont près de 30 % n'ont pas explosé. Aujourd'hui encore, nous continuons à subir les conséquences négatives des munitions non explosées disséminées dans notre pays, qui continuent à tuer et à mutiler des innocents, en particulier des enfants, et à entraver notre développement socioéconomique et nos efforts d'élimination de la pauvreté. Pour surmonter ces difficultés, le Gouvernement lao a adopté l'objectif de développement durable n° 18, intitulé « Vivre à l'abri des munitions non explosées », dans le but d'éliminer les obstacles que les munitions non explosées posent à notre développement national. À cette fin, nos obligations au titre de la Convention sur les armes à sous-munitions ont été intégrées dans notre stratégie nationale 2021-2030 relative aux munitions non explosées, intitulée « Safe Path Forward III », afin de garantir que nous continuons à nous attaquer aux problèmes causés par les munitions non explosées. À cet égard, nous comptons sur le soutien et la coopération continus de la communauté internationale pour aider la République démocratique populaire lao à mettre en œuvre cet objectif national ainsi que les autres objectifs de développement durable.

En conclusion, la République démocratique populaire lao reste déterminée à continuer à travailler en étroite collaboration avec tous les pays et partenaires de développement afin de renforcer la coopération internationale et l'assistance en faveur des pays touchés par le problème des munitions non explosées et d'autres restes explosifs de guerre, en vue de garantir la sécurité de toutes les vies et de permettre aux populations de jouir de leur droit au développement.

M^{me} Cedano (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Notre délégation s'associe aux déclarations faites par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/77/PV.16), et le représentant de l'Autriche, au nom d'un groupe d'États, sur les armes létales autonomes (voir A/C.1/77/PV.17).

Je vais maintenant faire quelques observations à titre national.

Le contrôle des armes légères et de petit calibre ainsi que les efforts visant à prévenir et à combattre leur commerce illicite figurent parmi les priorités nationales de la République dominicaine. Notre pays a été gravement touché par des actes criminels liés à ces armes, ce qui a porté atteinte à notre sécurité nationale. Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions, leur grande disponibilité, leur accumulation excessive et leur utilisation abusive constituent une grave menace pour la paix et la sécurité internationales, favorisent la violence armée et compromettent le respect des droits humains. En outre, ils contribuent à la criminalité transnationale organisée et au terrorisme et constituent un obstacle à la réalisation du développement durable. C'est pourquoi nous sommes déterminés à lutter contre ce fléau en intensifiant les mesures de contrôle de l'acquisition d'armes, en renforçant les institutions, en développant les capacités et en respectant pleinement les engagements juridiques nationaux et internationaux, notamment le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, l'Instrument international de traçage et le Traité sur le commerce des armes.

Nos autorités, soucieuses de mettre en œuvre des politiques publiques pour réduire l'activité criminelle et la violence, ont lancé une stratégie nationale globale pour la sécurité des citoyens, connue sous le nom de « Mon pays sûr ». Elle comprend un plan de désarmement pour la paix, qui prévoit plusieurs phases, notamment le renforcement des exigences en matière de port et de détention d'armes, des processus encourageant la population civile à remettre volontairement les armes à feu et le traçage et la saisie de toutes les armes non enregistrées ou qui n'ont pas de licences valides. À cet égard, nous soulignons l'assistance technique fournie par le Département de la sécurité publique de l'Organisation des États américains et le programme de contrôle des armes et des munitions, qui, en collaboration avec le Ministère de l'intérieur et de la police de notre pays, ont mené à bien le premier processus public de destruction d'armes en grandes quantités le 20 août 2021, et nous tenons à les remercier.

Les munitions sont un élément essentiel des armes légères et de petit calibre. Nous pensons que la mise en place de mécanismes efficaces de contrôle des munitions peut compléter les efforts déployés pour lutter contre le commerce illicite et la violence armée. Nous nous félicitons des travaux entrepris par le groupe de travail à

composition non limitée sur les munitions classiques, ainsi que des contributions des États Membres. Cependant, malgré les progrès accomplis, les États continuent de se heurter à des difficultés pour parvenir à une maîtrise des armements efficace, raison pour laquelle il faut renforcer la coopération et l'assistance internationales et régionales dans les domaines du financement, du renforcement des capacités, du transfert de technologies et d'équipements et de l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, en tenant compte des besoins de l'État bénéficiaire.

La grande disponibilité des armes a également une incidence directe sur les formes et l'intensité de la violence fondée sur le genre, y compris la violence sexuelle, tant dans les situations de conflit qu'en dehors de celles-ci, et elle expose les femmes et les filles à un risque accru de violence et d'insécurité. Il est donc impératif de redoubler d'efforts pour intégrer la dimension de genre dans les cadres internationaux de maîtrise des armements. Nous devons continuer à promouvoir l'égalité des sexes et la participation des femmes à la prise de décisions et aux activités de planification pour lutter contre le trafic d'armes. Dans ce contexte, nous nous félicitons des travaux menés cette année dans le cadre du Traité sur le commerce des armes et nous soutenons les progrès accomplis en matière d'égalité des sexes et de violence à l'égard des femmes. Nous saluons les progrès dont témoigne la huitième Réunion biennale des États sur le Programme d'action relatif aux armes légères et de petit calibre et nous nous félicitons de son document final.

Enfin, compte tenu des nouvelles méthodes de fabrication, de conception et de technologies des armes classiques, telles que les armes modulaires et en polymère et l'impression 3D, nous sommes favorables à ce que des débats soient menés à cet égard. En effet, il faut aborder les défis posés par ces innovations, notamment les normes de marquage et de traçage, ainsi que les transferts via le dark Web, et la conversion et la réactivation des armes, en adoptant une approche globale et en analysant l'impact de ces évolutions sur la lutte contre le commerce illicite.

M. Pereira Sosa (Paraguay) (*parle en espagnol*) : Les armes classiques, en particulier les armes légères et de petit calibre, ainsi que leurs munitions, continuent d'être, en raison de leur commerce illicite et de leur détournement au profit d'acteurs non étatiques ou d'utilisateurs non autorisés, les armes les plus utilisées par la criminalité transnationale organisée pour porter atteinte à la paix et à la sécurité nationales et internationales, déstabiliser des régions entières et ébranler les fondements de nos institutions et de nos sociétés. À cet égard, la lutte contre

la criminalité organisée est l'une des principales priorités du Gouvernement paraguayen, et dans le cadre de cette lutte, un contrôle efficace des armes est un pilier essentiel des efforts visant à affaiblir la capacité opérationnelle des organisations criminelles.

L'engagement du Paraguay envers la communauté internationale en matière d'armes classiques se reflète dans le fait que le pays est partie à la plupart des instruments internationaux et régionaux qui réglementent la question et a adopté des mécanismes régionaux dans le cadre du Marché commun du Sud. La coopération internationale et régionale est primordiale pour maintenir l'efficacité de la maîtrise des armements, non seulement pour ce qui est du renforcement de nos capacités et du transfert de bonnes pratiques et de technologies, mais aussi pour la mise en œuvre de politiques, de stratégies et de programmes communs. À cet égard, et compte tenu de son importance en tant qu'instance permanente de dialogue et de travail pour améliorer notre action collective, nous soulignons les efforts qui ont été déployés pour adopter un document final consensuel à la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

S'il reste beaucoup à faire, notamment pour tenir compte des préoccupations légitimes de notre région concernant la question des munitions classiques, nous saluons la prise en compte de l'impact différencié du commerce illicite des armes légères et de petit calibre sur les femmes, les filles et les garçons, ainsi que la reconnaissance de la problématique des évolutions récentes, y compris le renforcement des capacités pour faire face aux progrès de la technologie et de la conception. Parmi les autres accords conclus, nous soulignons le programme de bourses, en particulier pour les pays en développement, et nous considérons que le document adopté constitue une bonne base pour la prochaine conférence d'examen. Dans ce contexte, il convient de souligner l'importance du groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques, un domaine dans lequel une approche globale est également essentielle, notamment pour incorporer explicitement la question des munitions des armes légères et de petit calibre. En outre, il convient de promouvoir des liens plus étroits avec le Programme d'action, compte tenu de leur complémentarité évidente, de répondre aux besoins et à la situation de chaque pays et de chaque région et de garantir des engagements clairs en matière de coopération et d'assistance internationales afin de mettre en place un cadre d'engagement politique clair, efficace et effectif.

Par ailleurs, il convient de souligner que, compte tenu de son importance, le Paraguay, comme il l'a toujours fait, parrainera et soutiendra le projet de résolution présenté par la Colombie, le Japon et l'Afrique du Sud sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects (A/C.1/77/L.50), ainsi que l'initiative sur le Traité sur le commerce des armes (A/C.1/77/L.39), présentée par la Corée du Sud. Nous invitons les délégations à soutenir les deux projets de résolution.

Nous voudrions saisir cette occasion pour exprimer notre gratitude au Programme mondial sur les armes à feu pour sa précieuse coopération et souligner le travail central qu'il effectue en termes de coopération et d'assistance technique, à l'appui du renforcement de nos capacités, aux côtés d'autres entités telles que le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes et l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.

Enfin, je m'en voudrais de conclure sans souligner le travail important réalisé par notre collègue de la Colombie, M^{me} Nohra Quintero Correa, pour faciliter le projet de résolution A/C.1/77/L.50 sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, ainsi que l'excellent travail accompli par M^{me} María del Rosario Estrada Girón, du Guatemala, et par M^{me} Julia Rodríguez Acosta, d'El Salvador, lors de la huitième Réunion biennale des États. Je tiens également à saluer les efforts inlassables de l'Ambassadrice Maritza Chan Valverde, du Costa Rica, et de la Représentante permanente adjointe de l'Uruguay, M^{me} Gabriela González, pour coordonner nos réunions de travail. Je voudrais enfin mettre en avant l'intervention importante et critique de notre collègue du Pérou, M^{me} Sara Alvarado, vendredi dernier dans cette même salle (voir A/C.1/77/PV.17). Elles confirment toutes l'immense importance que notre région accorde à cette question, que j'ai évoquée spécifiquement, ainsi que l'importance et la nécessité de garantir la participation pleine, équitable, effective et véritable des femmes dans les organisations spécialisées dans le désarmement aux niveaux local, national, sous-régional, régional et mondial.

M. Carlos (Mozambique) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe aux déclarations faites par la représentante de l'Indonésie et par le représentant du Nigéria, respectivement au nom du Mouvement des pays non alignés et du Groupe des États d'Afrique (voir A/C.1/77/PV.16).

Le Mozambique attache une grande importance à la maîtrise des armes classiques, pilier fondamental de la réalisation du programme de désarmement en vue de créer un environnement de paix et de sécurité internationales durables. Ce principe est inscrit dans la Constitution de la République du Mozambique. Dans le cadre de son engagement en faveur d'un désarmement général et universel, le Mozambique met en œuvre le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects depuis 2001. Le Gouvernement a donc adopté plusieurs instruments juridiques et mesures d'application de la loi afin de mieux répondre aux défis posés par la prolifération des armes à feu. Il a également amélioré la gestion de leur utilisation et de leur possession par les civils, ainsi que la tenue de registres, le marquage, le traçage, les contrôles à l'importation, à l'exportation et au transit, et les embargos commerciaux sur les armes et les sanctions connexes. À cet égard, le Gouvernement mozambicain organise régulièrement des campagnes séminaires et ateliers de sensibilisation du public, afin de partager et de diffuser les mesures et stratégies en la matière.

Le Mozambique souscrit également aux efforts multilatéraux et aux actions intégrées contre la criminalité transnationale organisée, tout en renforçant la coopération et l'échange d'informations à l'échelle régionale afin de mieux prévenir et combattre le trafic d'armes légères et de petit calibre. Nous avons renforcé les efforts déployés à l'échelle nationale pour juguler le trafic d'armes légères et de petit calibre. Le Mozambique est membre de l'Organisation de coopération régionale des chefs de police de l'Afrique australe, qui coordonne toutes les actions menées pour prévenir et combattre le trafic d'armes légères et de petit calibre dans la sous-région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

La République du Mozambique est partie au Traité sur le commerce des armes, suite à sa ratification en 2018, et le Traité a été intégré dans le cadre juridique mozambicain, renforçant ainsi le mécanisme national de contrôle du commerce des armes. En août 2021, le Gouvernement mozambicain a commencé à mettre en œuvre l'accord modifiant le Protocole sur le contrôle des armes à feu, des munitions et d'autres matériels connexes dans la région de la SADC. Cette modification du Protocole étend son champ d'application aux armes classiques, l'harmonise avec les conventions internationales et autres instruments juridiques traitant des armes à feu, des munitions et autres matériels connexes, et intègre les

risques contemporains et émergents de prolifération des armes légères et de petit calibre.

Grâce au long processus de son programme de déminage, le Mozambique a obtenu des résultats notables. Le pays a été officiellement déclaré exempt de mines antipersonnel en 2015, après l'enlèvement et la destruction d'environ 10 000 mines terrestres et de leurs restes. Après le succès du processus de déminage, le Gouvernement focalise sa responsabilité sur l'assistance aux survivants des mines par le biais de plans d'action régulièrement approuvés pour orienter l'assistance sociale, les soins médicaux, l'éducation et la formation professionnelle, l'assistance psychologique, l'inclusion sociale et économique, ainsi que l'amélioration des conditions de vie des rescapés des mines et des personnes handicapées afin qu'aucune d'entre elles ne soit laissée pour compte.

En conclusion, ma délégation réaffirme la pleine détermination du Mozambique à poursuivre la mise en œuvre de toutes les mesures internationales prises pour renforcer les cadres mondiaux de maîtrise des armements, en particulier le Traité sur le commerce des armes, et à faire progresser le programme de désarmement.

M. Vidal (Chili) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir partagé la signification et l'esprit de Diwali et nous présentons tous nos vœux à tous les collègues et les peuples qui célèbrent ce jour.

Le Chili s'associe aux déclarations faites par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/77/PV.16), et par le représentant de l'Autriche sur les systèmes d'armes létaux autonomes (voir A/C.1/77/PV.17).

Comme nous l'avons noté pendant le débat général (voir A/C.1/77/PV.3), mon pays attache une grande importance au rôle que jouent les États Membres de l'ONU dans la lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, dans l'élimination de la menace des engins explosifs improvisés et dans la promotion des mesures de transparence dans le domaine des armes. Nous soutenons la poursuite des efforts multilatéraux concernant les différents protocoles, lois et conventions en vigueur qui visent à éliminer la fabrication illicite et le trafic d'armes et de munitions. Nous devons donc continuer à encourager les avancées et les résultats concrets en ce qui concerne le Traité sur le commerce des armes et la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être

considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

C'est précisément en raison des risques reconnus que recèlent les armes classiques que les États doivent agir rapidement et coopérer les uns avec les autres pour faire face aux défis dans ce domaine, parmi lesquels les progrès technologiques rapides. C'est pourquoi, au début de cette année, le Congrès de mon pays a adopté une loi portant création d'une commission du commerce stratégique qui réglementera l'exportation de matériel à double usage et de matériel de défense. Les normes de ce projet de loi sont obligatoires en vertu de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité sur la non-prolifération des armes de destruction massive, qui réglemente les technologies destinées à être utilisées dans des activités civiles légitimes, à la fois productives et scientifiques. Toutefois, ces technologies peuvent également être utilisées par des régimes oppressifs ou extrémistes pour produire des armes classiques ou des armes de destruction massive.

Il ne fait aucun doute que le trafic d'armes à feu constitue une menace pour la paix et la sécurité aux niveaux national, régional et international. C'est pourquoi nous devons lutter contre les réseaux criminels. Du point de vue de la sécurité régionale, le flux illicite croissant d'armes et de leurs pièces, composants et munitions a alimenté la puissance de feu des organisations criminelles transnationales et leur a permis d'infiltrer le tissu social, souvent en usurpant les fonctions de l'État. Pour changer cette réalité, il faudra un travail coordonné entre les pays de la région. Plus important encore, cependant, il faut un travail conjoint, au niveau national, entre toutes les institutions publiques chargées d'appliquer la loi, avec des lignes directrices claires et une base conceptuelle commune qui permettent de comprendre le quoi, le comment et le pourquoi de la lutte contre le trafic d'armes et de munitions.

Nous appelons à améliorer la coopération, la communication et les échanges entre les organismes chargés de la maîtrise des armements aux niveaux national et régional, conformément aux instruments internationaux ou aux mécanismes de contrôle et de coopération découlant du Traité sur le commerce des armes. Pour parvenir à la paix, nous devons réduire les flux d'armes vers les réseaux criminels, et réduire le volume d'armes sur le marché légal serait susceptible de transformer la demande privée en limitant les détournements et les trafics. Le flux continu d'armes illégales vers les pays en conflit continue d'alimenter la violence armée et les violations des droits

des civils, avec des effets particulièrement néfastes sur les mineurs et les femmes.

Pour conclure mon intervention, ma délégation se joint au Paraguay pour féliciter les femmes de la région latino-américaine qui ont joué un rôle important au sein de la Première Commission

M. Makarevich (Biélorus) (*parle en russe*) : Les problèmes qui découlent de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus continuent de susciter de vives inquiétudes parmi les membres de la communauté internationale. Le détournement de ces munitions pourrait conduire à des conflits armés et alimenter la poursuite de la violence et des conflits dans le monde entier. La mauvaise gestion des stocks peut aboutir à des explosions accidentelles, qui peuvent avoir des conséquences catastrophiques, entraînant des pertes en vies humaines et des dommages aux infrastructures critiques. Nous pensons qu'il est essentiel de concentrer nos efforts sur des mesures pratiques supplémentaires afin de remédier aux difficultés liées à la sûreté et la sécurité à différents stades de la gestion des stocks de munitions, tout au long de leur cycle de vie, en tenant compte des points de vue de tous les États. La conclusion logique des travaux dans ce domaine serait l'élaboration d'un ensemble complet d'obligations garantissant la gestion sûre, sécurisée et durable des stocks de munitions d'armes classiques. Dans les conditions actuelles, la présente session est importante, et nous sommes convaincus que des avancées constructives ne seront possibles que si nous prenons des décisions par consensus.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer que la République du Biélorus est tout à fait disposée à coopérer dans un esprit constructif.

M. Balouji (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je vous souhaite un joyeux Diwali, Monsieur le Président, ainsi qu'aux autres collègues qui célèbrent ce jour important.

Ma délégation s'associe à la déclaration faite par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/77/PV.16).

La Charte des Nations Unies en général et son Article 51 en particulier ont consacré les droits souverains et naturels des États d'acquiescer, de fabriquer, d'exporter, d'importer et de stocker des armes classiques pour leurs besoins de légitime défense et de sécurité. Toute modalité de réglementation des armements classiques doit être conforme aux buts et aux principes énoncés dans la Charte. Nous prenons acte des processus mondiaux

existants en la matière, tels que le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et l'Instrument international de traçage, et du fait que la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action a adopté son document final par consensus. Il s'agit d'un résultat remarquable au sein des instances de désarmement, qui se caractérisent par des vues et observations divergentes, voire des réserves. Pour préserver le consensus, il est important de prendre en compte et d'accommoder tous ces points de vue. Nous soulignons l'importance d'une mise en œuvre complète, effective et sans discrimination des engagements découlant du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage. Dans ce contexte, la promotion de la coopération internationale par le biais du renforcement des capacités et de l'assistance technique, du soutien financier et du transfert de technologie est essentielle pour atteindre les objectifs de ces instruments. Nous nous félicitons de la mise en place d'un programme permanent de bourses pour les pays en développement et nous espérons qu'en plus de ce qui est demandé aux pays développés en termes de coopération internationale, cela contribuera à une meilleure mise en œuvre de ces documents.

Nous avons assisté aux délibérations en cours d'une autre initiative, à savoir le groupe de travail à composition non limitée sur les munitions classiques. Le groupe a entamé ses travaux, qui visent à élaborer un cadre de coopération pour la gestion des munitions tout au long de leur cycle de vie. Nous espérons que ce processus aboutira à un résultat consensuel tenant compte des préoccupations de l'ensemble des Membres. Je voudrais souligner que la plupart de nos observations sur les armes légères et de petit calibre, y compris le caractère volontaire et non contraignant des recommandations respectant la prérogative souveraine des États Membres de définir, superviser et gérer leur sûreté et leur sécurité, une prise de décisions transparente, inclusive et basée sur le consensus et le fait d'éviter les questions controversées, s'appliquent également à ce nouveau processus. Concrètement, la surproduction, le transfert massif et l'accumulation excessive d'armes légères et de petit calibre dans certaines régions ont suscité de réelles inquiétudes au regard de la sécurité régionale et internationale.

En 2021, les dépenses militaires mondiales ont dépassé les précédents records, atteignant pour la première fois un montant de 2 113 milliards de dollars. En 2021, les dépenses mondiales avaient augmenté de 0,7 % par rapport à 2020 et de 12 % par rapport à

2012. En 2021, 38 % des dépenses militaires mondiales avaient été effectuées par les États-Unis d'Amérique, qui restaient ainsi de loin le premier et le plus gros dépensier. Les dépenses militaires des États-Unis se sont élevées à 801 milliards de dollars en 2021. Compte tenu de ces faits, il est impératif de réduire les dépenses militaires mondiales et de veiller à une production et des transferts d'armes classiques responsables.

La région du Moyen-Orient est un exemple de ce problème qui ne cesse de s'aggraver. L'année dernière, Israël a dépensé 5,2 % de son produit intérieur brut, soit 24,3 milliards de dollars, et figure parmi les cinq pays du Moyen-Orient qui dépensent le plus dans le domaine militaire. Les États-Unis restent le premier vendeur d'armes dans la région. Outre ses armes de destruction massive, le vaste arsenal d'armes classiques offensives sophistiquées du régime israélien continue de menacer la paix et la sécurité de la région et au-delà. Ce régime est le premier bénéficiaire cumulé de l'aide étrangère des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale.

Pour terminer, l'Iran réaffirme qu'il est prêt à jouer le rôle le plus constructif possible dans le renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

M. Moussots (Gabon) : Les souffrances indicibles causées par l'utilisation des armes classiques sont devenues, hélas, monnaie courante. Ces armes, qui sont de véritables armes de destruction massive, sont en circulation dans toutes les parties du monde. Leur utilisation, en situation de conflit ou non, est en effet généralisée dans les régions et les sous-régions d'Amérique, d'Afrique et d'Europe. En Afrique principalement, les armes classiques, en particulier les armes légères et de petit calibre, sont utilisées dans les tueries de masse, en temps de conflit et même en temps de paix. Estimées à 1 milliard ou à plus, elles tuent sans distinction, soit pour imposer le règne des groupes armés, soit pour la prédation économique, soit encore pour l'extorsion ou pour la déstabilisation des institutions.

Les mouvements déstabilisateurs des armes classiques sont alimentés par l'instabilité chronique de certaines parties du monde, la mauvaise gestion des stocks légaux, ou encore des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration mal gérés. Le commerce de ces armes par des organisations criminelles est souvent mis au service de l'utilisation d'enfants soldats et associé au commerce de stupéfiants et à l'exploitation sexuelle des jeunes filles. Leur taille et leur poids, de même que la porosité des frontières, rendent tout contrôle difficile, mettant ainsi à mal les louables

efforts déployés par les États Membres de l'ONU ou même par plusieurs organisations non gouvernementales. Devant l'ampleur du phénomène, une mise en œuvre plus stricte des mesures déjà adoptées, y compris les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, nous paraît nécessaire. Il s'agit également de renforcer la coopération et l'échange d'informations et d'expériences pour une meilleure mise en œuvre des dispositions du Traité sur le commerce des armes, adopté en avril 2013, et auquel mon pays a tout récemment adhéré. Il s'agit aussi de renforcer la mise en œuvre du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage.

Au niveau de l'Afrique centrale, nos dirigeants ont adopté la Convention dite de Kinshasa pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage. Les sessions du Comité consultatif permanent pour les questions de sécurité en Afrique centrale consacrent des séances spéciales à la mise en œuvre par les États membres des mesures édictées par ladite convention, qui fait partie intégrante de la stratégie sous-régionale de lutte contre le terrorisme et les flux illicites d'armes légères et de petit calibre. Lors de son troisième mandat au Conseil de sécurité, le Gabon a organisé un débat public sur la lancinante question des armes légères et de petit calibre. Les pistes de solutions contenues dans la déclaration présidentielle adoptée à l'issue de ce débat mériteraient d'être mises en œuvre. Le phénomène des mouvements déstabilisateurs des armes classiques et ses ravages étant global, la seule alternative à notre avis demeure une coopération et une synergie de moyens renforcées.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'État observateur de Palestine.

M. Kasabri (État de Palestine) (*parle en anglais*) : L'État de Palestine s'associe aux déclarations faites par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, et par le représentant de l'Iraq, au nom du Groupe des États arabes.

L'État de Palestine insiste toujours sur la menace existentielle que représentent les armes nucléaires et les autres armes de destruction massive, mais il ne faut pas oublier que ce sont les armes classiques qui continuent de tuer la plupart des civils dans le monde. Certaines de ces armes sont par essence de nature à frapper sans discrimination et sont donc elles-mêmes illégales. L'utilisation d'autres armes de manière aveugle ou disproportionnée doit également être considérée comme

illégale. L'État de Palestine souligne une nouvelle fois que son approche globale du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements est guidée par la nécessité de respecter le droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, et d'assurer en particulier la protection des civils en toutes circonstances. Il n'a donc pas ménagé ses efforts pour être un acteur actif et constructif au niveau international afin de faire avancer ces objectifs, notamment en défendant fermement l'interdiction et l'élimination de certaines armes et l'utilisation réglementée d'autres. À ce titre, l'État de Palestine a adhéré à tous les instruments pertinents interdisant les armes de destruction massive et interdisant ou réglementant les armes classiques pertinentes. L'État de Palestine a adhéré à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel et à la Convention sur les armes à sous-munitions, ainsi qu'à la Convention sur certaines armes classiques et aux protocoles s'y rapportant, en raison des souffrances que ces armes infligent à notre propre peuple.

L'État de Palestine est également partie au Traité sur le commerce des armes et rappelle à tous les États parties au Traité l'obligation qui leur incombe, respectivement en vertu des articles 6 et 7, de n'autoriser aucun transfert d'armes classiques si celles-ci pourraient servir à commettre un génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. Les États parties ne doivent pas non plus autoriser l'exportation de ces armes si elles risquent de porter atteinte à la paix et à la sécurité ou peuvent servir à commettre une violation grave du droit international humanitaire ou du droit international des droits de l'homme ou à en faciliter la commission. L'État de Palestine a pris ces mesures, motivé à la fois par son attachement au droit international et par son souhait de mettre fin aux souffrances endurées par le peuple palestinien du fait de l'utilisation d'armes illégales et de l'utilisation illégale d'armes classiques par Israël, Puissance occupante, et ses colons armés.

Le développement rapide des systèmes d'armes autonomes pose des défis éthiques, juridiques, humanitaires et moraux, ainsi que des défis liés à la paix et à la sécurité internationales, qui nécessitent l'élaboration urgente d'un instrument juridiquement contraignant. La déclaration commune sur les systèmes d'armes létaux autonomes présentée par l'Autriche au nom de 70 États (voir A/C.1/77/PV.17), y compris l'État de Palestine, reconnaît ces défis et la nécessité de garantir la responsabilité humaine et l'application du principe de responsabilité, ainsi que d'établir des règles et des

limites convenues au niveau international, y compris des interdictions et des réglementations.

L'État de Palestine se félicite de la Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, et félicite l'Irlande pour son leadership exceptionnel à cet égard. L'État de Palestine est fier d'avoir participé à l'élaboration de la Déclaration et a l'honneur de confirmer qu'il va y adhérer en novembre. Notre peuple, en particulier dans la bande de Gaza, comprend mieux que quiconque la nécessité d'une telle déclaration et, surtout, la nécessité de la mettre en œuvre.

En conclusion, l'État de Palestine souligne une fois de plus la nécessité d'adopter une approche plus holistique de la sécurité, qui privilégie la sécurité humaine, et non la course aux armements, comme meilleur moyen d'assurer la sécurité. À cet égard, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements renforcent la sécurité. Ils permettent également de consacrer ces ressources à la réalisation des objectifs de développement durable. Lorsque nous parlons de l'ordre international fondé sur le droit, nous devons impérativement placer le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements au cœur de cet ordre. Et si nous voulons faire progresser et préserver cet ordre, il y a encore beaucoup à faire à cet égard. L'État de Palestine est prêt à apporter sa contribution et à coopérer avec toutes les délégations pour faire avancer cet objectif.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur du Saint-Siège.

Mgr Caccia (Saint-Siège) (*parle en anglais*) : Le Saint-Siège souhaite réaffirmer son soutien aux efforts multilatéraux visant à renforcer et à mettre pleinement en œuvre le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et l'Instrument international de traçage, qui constituent des moyens importants pour prévenir les conséquences néfastes de la dissémination incontrôlée d'armes illégales. Même si les armes légères et de petit calibre sont parfois qualifiées d'armes de destruction limitée, elles font chaque année des centaines de milliers de victimes dans le monde, et elles ont des conséquences terribles, généralisées et dévastatrices pour l'humanité.

Il existe un lien étroit entre le trafic d'armes et la violence. Entre les mains des terroristes, des personnes impliquées dans la criminalité organisée, des gangs et

des groupes qui se livrent au trafic d'êtres humains, de stupéfiants et d'espèces sauvages protégées, le commerce illégal d'armes sous-tend des actions malveillantes et, dans de nombreux cas, leur permet de prendre racine potentiellement partout. Il existe également un lien étroit entre l'élimination de cette effroyable propagation et le développement humain intégral et la paix. Dès 1967, le pape Paul VI déclarait que le développement était le nouveau nom de la paix. Nous ne pouvons manquer de relever que les paroles du pape Paul VI trouvent en quelque sorte un écho dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 : « Il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable » (voir la résolution 70/1). Cela est reconnu à juste titre dans les objectifs de développement durable, dont la cible 16.4 vise à réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes d'ici à 2030. À cet égard, le Saint-Siège est convaincu que le Programme d'action peut réellement renforcer le respect de la vie et la dignité de la personne humaine en favorisant une culture de paix.

Conscient qu'une plus grande coopération internationale est aujourd'hui nécessaire, le Saint-Siège se félicite de l'adoption à New York l'été dernier, lors de la huitième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, d'un document final fondé sur le consensus, en particulier ses références au renforcement de la coopération et de la coordination aux niveaux sous-régional, régional et transrégional, à la promotion de l'échange d'informations et au renforcement des mécanismes de contrôle nationaux, et il attend avec intérêt la Conférence d'examen du Programme d'action et de l'Instrument international de traçage, qui se tiendra en 2024.

Malheureusement, comme l'a noté le Secrétaire général, les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour s'attaquer aux problèmes posés par les armes légères illicites sont fragmentaires et limités. Nous devons faire davantage. Il est honteux que certains amassent des fortunes grâce au trafic de ces instruments de mort. D'autre part, chaque pays doit relever le défi de la demande. Dans cette optique, le devoir de faire face au problème du trafic illicite des armes légères et de petit calibre devrait être une préoccupation de l'ensemble de la communauté internationale. C'est pourquoi, comme l'a affirmé à plusieurs reprises le pape François, il est important d'éliminer la violence à la racine et de promouvoir une culture de la paix qui protège le don

le plus précieux qui soit : la vie humaine. Qu'il me soit permis de conclure en répétant les mots du pape François : pourquoi des armes meurtrières sont-elles vendues à ceux qui ont l'intention d'infliger des souffrances indicibles aux personnes et à la société ? Malheureusement, la réponse, comme nous le savons tous, est tout simplement l'argent, de l'argent qui baigne dans le sang, souvent le sang des innocents. Ensemble, en tant que communauté internationale, élevons-nous au-dessus des intérêts économiques et politiques et faisons de la vie humaine une priorité absolue.

Le Président (*parle en anglais*) : La Commission a entendu le dernier orateur sur le groupe de questions « Armes classiques ». Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui ont demandé à exercer leur droit de réponse. À cet égard, je rappelle à toutes les délégations que la première intervention est limitée à cinq minutes et la seconde à trois minutes.

M. Vorontsov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie rejette une fois de plus catégoriquement les insinuations absolument infondées des pays occidentaux concernant le prétendu transfert à la Russie de drones iraniens en violation de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité. Le raisonnement qui sous-tend cette propagande agressive est très clair pour nous. Washington, qui a violé cette résolution de manière flagrante en se retirant unilatéralement du Plan d'action global commun en 2018, a simplement créé sa dernière justification pratique pour démanteler définitivement cet accord. Le résultat de ces actions irresponsables sera une augmentation des tensions dans la région du golfe Persique. Ces activités à courte vue n'apporteront rien de bon. Comme le dit l'adage, qui sème le vent récolte la tempête.

Les pays occidentaux, qui ont déjà identifié les auteurs présumés et pris des sanctions unilatérales à leur endroit, font maintenant activement pression sur le Secrétariat de l'ONU, en violation de l'Article 100 de la Charte des Nations Unies et de son mandat de mener une enquête censée être impartiale. Nous connaissons bien le prix d'une telle enquête. Nous en avons eu un exemple à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), lorsque, contrairement à leurs obligations juridiques internationales fondamentales, notamment en vertu de la Charte des Nations Unies, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique et la France ont commis un acte d'agression contre la Syrie et ont ensuite fait activement pression sur le Secrétariat technique de l'OIAC pour qu'il concocte rétroactivement des justifications pour leurs

actes illégaux. En conséquence, l'autorité de l'OIAC a été sapée. Le Secrétariat technique a refusé de donner des explications sur les révélations concernant les pressions exercées sur le personnel du groupe d'inspection qui a mené l'enquête, tandis que le Directeur général de l'OIAC, M. Fernando Arias, n'a pas donné suite à quatre invitations qui lui ont été adressées par la présidence du Conseil de sécurité au cours des deux dernières années lui demandant de participer à une séance du Conseil. Il a usé de tous les artifices possibles pour éviter d'assumer la responsabilité de ses actes afin de plaire à Washington, Paris et Londres.

Dans ce contexte, la Fédération de Russie attend du Secrétariat de l'ONU une confirmation sans équivoque qu'il n'a pas l'intention de violer la Charte des Nations Unies. Dans le cas contraire, nous tirerons les conclusions qui s'imposent quant à son impartialité et devons reconsidérer toutes nos relations pertinentes avec lui.

M. Bourgel (Israël) (*parle en anglais*) : Je me vois contraint de prendre la parole suite aux références à mon pays faites par les représentants de la République islamique d'Iran et de l'Autorité palestinienne, qu'Israël rejette clairement. L'Iran, qui cherche à étendre son hégémonie sur la région et à répandre son idéologie extrémiste, est le plus grand proliférateur d'armes classiques dans la région et au-delà, et utilise des organisations agissant en son nom pour répandre la terreur et se livrer à des hostilités. Les centres que l'Iran est en train de créer au Liban, en Syrie, en Iraq et au Yémen avec des capacités de missiles n'en sont que quelques exemples. L'Iran travaille clairement contre la communauté internationale pour provoquer l'effondrement des instances de maîtrise des armements.

Israël rejette les allégations frauduleuses du représentant de l'Autorité palestinienne. De nombreuses personnes présentes dans cette salle ont fait référence, au cours du débat sur ce groupe de questions, au détournement d'armes vers des groupes terroristes. Depuis son indépendance, Israël est menacé quotidiennement par des organisations terroristes qui cherchent à le détruire. Le représentant de l'Autorité palestinienne aurait peut-être pu évoquer les moyens par lesquels l'Autorité palestinienne peut jouer un rôle pour empêcher que les armes ne parviennent aux mains des terroristes qui veulent tuer des Israéliens innocents.

M. Balouji (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je me vois contraint de prendre la parole pour réfuter les allégations faites par le représentant d'Israël contre mon pays. Je ne veux pas prendre le temps de la Commission et honorer ses remarques par une réponse.

Notre position n'a pas changé. Israël viole toutes les règles internationales en matière de droits de l'homme, de désarmement et de maîtrise des armements. Il est également le premier violateur du régime international d'interdiction des armes de destruction massive au Moyen-Orient et la principale source de menace et d'insécurité régionale.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous allons à présent examiner le groupe de questions « Autres mesures de désarmement et sécurité internationale », pour lequel nous avons une longue liste d'orateurs et d'oratrices. J'en appelle par conséquent à la pleine coopération de toutes les délégations et leur demande de respecter le temps de parole imparti.

M^{me} Werdanintyas (Indonésie) (*parle en anglais*) : J'ai le plaisir de prendre la parole au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le Mouvement souligne les avantages offerts par les technologies de l'information et des communications (TIC) et leur contribution au développement, et encourage les États à mettre en œuvre les normes, règles et principes de comportement responsable des États, car cela contribuera à renforcer la stabilité et la sécurité dans le cyberspace. Par ailleurs, le Mouvement des pays non alignés rejette fermement les cas d'utilisation malveillante des nouvelles technologies de l'information et des communications, y compris Internet, les réseaux sociaux et les médias sociaux, et d'autres utilisations qui seraient contraires au droit international, en particulier la Charte des Nations Unies, à des fins incompatibles avec les objectifs de maintien de la stabilité et de la sécurité internationales, et qui pourraient nuire à l'intégrité de l'infrastructure des États, au détriment de leur sécurité. Le Mouvement appelle à l'intensification des efforts visant à empêcher que le cyberspace ne devienne le théâtre de conflits et à garantir au contraire des utilisations exclusivement pacifiques, qui permettraient de réaliser pleinement le potentiel des TIC pour contribuer au développement social et économique.

Nous prenons note des conclusions du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale, dans ses rapports de 2013, 2015 et 2021 (voir A/68/98, A/70/174 et A/75/816), à savoir que le droit international, et en particulier la Charte des Nations Unies, est applicable et essentiel au maintien de la paix et de la stabilité ainsi qu'à la promotion d'un environnement numérique ouvert, sûr, stable, accessible et pacifique.

Le Mouvement des pays non alignés rappelle la mise en place du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale, créé par la résolution 73/27, qui a été le premier mécanisme inclusif mis en place dans le cadre de l'ONU avec la participation de tous les États Membres, agissant sur la base du consensus. Le Mouvement réaffirme sa détermination à assurer le succès du groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation, créé en vertu de la résolution 75/240, qui est actuellement le seul mécanisme inclusif qui prend en compte les préoccupations et les intérêts de tous les États, qui est fondé sur le consensus et qui mène ses activités dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies avec la participation active et égale de tous les États. Le Mouvement prend également note du processus d'adoption par consensus du premier rapport d'activité annuel du groupe de travail (voir A/77/275) et encourage vivement ses membres à parvenir à un consensus par le biais d'un processus de négociation qui examine, conformément à la recommandation pertinente de ce rapport, les questions restées en suspens, y compris celles contenues dans le résumé établi par le Président figurant dans le rapport final du Groupe de travail 2019-2021 (voir A/75/816).

Le Mouvement des pays non alignés souligne que tout cadre juridique international visant à traiter les questions relatives aux utilisations des TIC qui pourraient avoir une incidence sur la paix et la sécurité internationales doit tenir compte des préoccupations et des intérêts de tous les États, reposer sur un consensus et être élaboré sous les auspices de l'ONU, avec la participation active de tous les États, dans des conditions d'égalité. En même temps, par principe, le Mouvement insiste sur le fait que rien dans ce cadre juridique ne doit porter atteinte aux droits inaliénables des États de mettre au point et d'utiliser les TIC à des fins pacifiques, ou imposer des restrictions ou des interdictions, quelles qu'elles soient, à l'utilisation par les pays en développement de la science, du savoir-faire, de la technologie et des services liés aux TIC, sous tous leurs aspects, à des fins pacifiques.

Le Mouvement des pays non alignés condamne l'utilisation à mauvais escient des TIC, y compris Internet et les médias sociaux, pour inciter au terrorisme et commettre des actes terroristes. Il souligne l'importance du renforcement des capacités des États Membres et des mesures de confiance visant à améliorer la stabilité et la sécurité du cyberspace. Le Mouvement souligne également qu'il importe de respecter les normes

environnementales dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de limitation des armements. En outre, le Mouvement réaffirme que les instances internationales de désarmement doivent tenir pleinement compte des normes environnementales pertinentes lorsqu'elles négocient des traités et des accords de désarmement et de limitation des armements et que tous les États doivent contribuer pleinement, par leurs actes, à assurer le respect de ces normes dans l'application des traités et des conventions auxquels ils sont parties.

Le Mouvement des pays non alignés se félicite de l'adoption sans vote de la résolution 75/43, sur la relation entre le désarmement et le développement. Il s'inquiète de l'augmentation des dépenses militaires mondiales, qui pourraient être consacrées aux besoins de développement. Le Mouvement soutient fermement les mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales visant à réduire les dépenses militaires, contribuant ainsi à renforcer la paix et la sécurité régionales et internationales, et reconnaît que les mesures de confiance sont utiles à cet égard.

Dans le cadre de ce groupe de questions, le Mouvement des pays non alignés a déposé quatre projets de résolution, intitulés « Respect des normes environnementales dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements » (A/C.1/77/L.4), « Promotion du multilatéralisme dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération » (A/C.1/77/L.8), « Effets de l'utilisation d'armes et de munitions contenant de l'uranium appauvri » (A/C.1/77/L.10) et « Relation entre le désarmement et le développement » (A/C.1/77/L.5), et invite tous les États Membres à les appuyer.

M. Fuller (Belize) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des 14 États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Nous nous associons à la déclaration faite par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

La CARICOM reste déterminée à contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales en s'acquittant de ses obligations internationales. Nous nous engageons également à prendre les mesures nécessaires aux niveaux national et régional. La sécurité étant le quatrième pilier de notre processus d'intégration régionale, la CARICOM cherche à mettre en œuvre des approches pragmatiques et innovantes et à collaborer avec d'autres États Membres et institutions pour lutter

contre les menaces multidimensionnelles qui pèsent sur la sécurité de notre région.

La communauté mondiale est confrontée à un ensemble complexe de crises, ce qui nous a fait prendre encore plus conscience de la nécessité absolue de renforcer les partenariats fondés sur la collaboration. Aucun État Membre n'est capable de faire face à lui seul aux menaces contre la paix et la sécurité. C'est pourquoi les partenariats internationaux sont un moyen essentiel de renforcer les capacités et les cadres nécessaires pour lutter contre ce fléau. Nous réaffirmons la nécessité de poursuivre les partenariats avec les États Membres, le système des Nations Unies, les organismes des Nations Unies et les autres parties prenantes concernées.

Nous affirmons que l'objectif fondamental du désarmement est que nous puissions vivre dans un monde sûr. Dans ce contexte, la CARICOM estime que la prise en compte des questions de genre ne peut que favoriser la réalisation des objectifs de désarmement. Nous cherchons à passer d'une perspective traditionnelle à une approche multidimensionnelle et humanitaire, visant à ne laisser aucune femme, aucun homme, aucun garçon ou aucune fille de côté. La résolution 65/69, intitulée « Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements », qui est la première résolution sur ce sujet et a été adoptée en 2010, vise à exhorter les États Membres à promouvoir l'égalité des chances pour les femmes dans les processus de désarmement et de décision et à soutenir et renforcer la participation effective des femmes dans le domaine du désarmement. Un projet de résolution sur ce sujet est déposé tous les deux ans à la Première Commission par la Trinité-et-Tobago, État membre de la CARICOM. Il bénéficie d'un vaste soutien de la part des États Membres de l'ONU, car nous cherchons à faire du thème « genre et désarmement » un point essentiel et transversal du programme de l'Organisation des Nations Unies. Nous encourageons tous les États Membres à continuer d'appuyer les futures versions de cette importante résolution.

Le terrorisme porte atteinte aux valeurs et principes fondamentaux de la CARICOM. Il s'agit d'une des menaces les plus graves contre la démocratie, les droits humains, l'état de droit et la bonne gouvernance. À l'instar d'autres pays, nous pensons que le terrorisme constitue une grave menace contre la paix, la sécurité et la stabilité et qu'il hypothèque le développement économique de nos sociétés. En conséquence, la stratégie de lutte contre le terrorisme mise en place par la CARICOM concrétise l'engagement de la sous-région dans la lutte mondiale

contre ce fléau. Elle vise à promouvoir une plus grande harmonisation régionale et internationale des approches et à créer des réseaux entre les organismes concernés afin de s'attaquer aux conditions propices à la propagation de l'extrémisme violent et du terrorisme. Nous continuons à souligner le rôle important joué par l'Organisme d'exécution des mesures de sécurité et de lutte contre la criminalité de la CARICOM pour assurer la continuité et l'efficacité des actions et des interventions de la région face aux défis posés à sa sécurité, ainsi que la mise en œuvre du cadre régional de gestion de la criminalité et de la sécurité.

En ce qui concerne les technologies de l'information et des communications, les menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales dans le cyberspace ne sauraient être sous-estimées. Aucun d'entre nous n'est à l'abri de ces cybermenaces. Nous avons donc besoin d'une collaboration transfrontalière pour assurer la paix et la sécurité dans le cyberspace. Dans ce contexte, le plan stratégique de la Communauté des Caraïbes souligne que la cybercriminalité constitue un obstacle et une menace pour le développement économique durable de la région. Nous sommes conscients qu'à mesure que les progrès scientifiques et technologiques continuent de transformer nos interactions quotidiennes, nous devons rester vigilants pour comprendre les technologies d'armement nouvelles et émergentes. Nous encourageons également les États Membres à mettre en œuvre les normes, règles et principes de comportement responsable afin d'accroître la stabilité et la sécurité dans le cyberspace. À cet égard, la CARICOM continuera à participer activement au groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025). Nous nous félicitons de son premier rapport d'activité (voir A/77/275), qui constitue la feuille de route de nos travaux dans le cadre de ce processus, et attendons avec intérêt des recommandations solides et des résultats tangibles, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités.

Pour contribuer efficacement au processus, il faut combler le fossé numérique existant. Pour la CARICOM, comme pour beaucoup d'autres États en développement, l'aptitude et la capacité de faire face à des actes de malveillance et la protection de nos infrastructures critiques sont des questions auxquelles nous sommes confrontés. Nous remercions les partenaires de développement du soutien et des mesures de confiance qu'ils ont fournis pour renforcer les capacités. Le programme de bourses dénommé « Women in Cybersecurity Fellowship », parrainé par le Canada,

l'Australie, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis d'Amérique, a permis à des femmes des États membres de la CARICOM d'assister et de participer au groupe de travail à composition non limitée.

Bien que la région de la CARICOM ne soit pas touchée par les conflits armés, nous sommes confrontés à d'énormes défis liés à la violence armée dans nos pays. En conséquence, des ressources considérables sont détournées du développement et, par extension, des objectifs sociaux et de développement. Les dépenses relatives à la sécurité peuvent entraîner un retard dans les programmes sociaux, d'éducation et d'infrastructure et créer une charge intenable pour des pays déjà lourdement endettés et vulnérables aux catastrophes naturelles. Les pays en développement sont souvent plus touchés par l'utilisation et le commerce des armes, alors qu'aucun État membre de la CARICOM n'est un producteur d'armes. Un large éventail de perspectives doit être représenté au sein des instances internationales de désarmement afin de garantir que les décisions prises reflètent les préoccupations mondiales. La question de la sous-représentation des petits États insulaires en développement au sein des instances internationales de désarmement doit être abordée de manière globale. Dans cette optique, la CARICOM se félicite du projet de résolution A/C.1/77/L.5, intitulé « Relation entre le désarmement et le développement », qui a été déposé par l'Indonésie au nom des membres du Mouvement des pays non alignés. Afin de réduire le fossé qui ne cesse de se creuser entre les pays développés et les pays en développement, le Mouvement des pays non-alignés exhorte chaque année la communauté internationale à consacrer au développement socioéconomique les ressources que la mise en œuvre des accords de désarmement et de limitation des armements aura permis de libérer. Nous encourageons tous les États Membres à continuer de soutenir le projet de résolution A/C.1/77/L.5.

Pour terminer, la CARICOM souhaite également rappeler l'incidence de la violence armée sur le développement et la qualité de vie de nos communautés. Nous continuerons à travailler avec les États Membres afin de veiller à ce que les questions relatives au désarmement et aux armes soient abordées de manière plus large, en lien avec les programmes humanitaires et de développement.

M. Peñaranda (Philippines) (*parle en anglais*) : L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) s'associe elle aussi à la déclaration faite par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

L'ASEAN souligne le rôle central que joue l'ONU dans les débats sur la cybersécurité. Nous réaffirmons la nécessité de renforcer la coopération pour bâtir un cyberspace ouvert, sûr, sécurisé, stable, accessible, interopérable, pacifique et résilient, et de réduire au minimum le risque de malentendu et d'erreur d'appréciation en développant la confiance. Nous appelons les États Membres à reconnaître l'importance de préserver et de maintenir le consensus sur la question majeure de la cybersécurité. Nous sommes parvenus à une résolution de consensus sur ce thème très important l'année dernière à la Première Commission (résolution 76/19). L'ASEAN espérait que la pratique positive consistant à adopter une résolution unique par consensus se poursuivrait cette année, et nous sommes déçus que ce ne soit pas le cas. Il est essentiel que les États Membres continuent à travailler ensemble pour préserver l'efficacité et l'efficacité des travaux de la Commission. Nous devrions également éviter de nous doter de mécanismes parallèles sur les mêmes questions et de grever les ressources limitées de l'ONU et de ses États Membres, et nous devrions, de même, nous abstenir d'organiser des réunions qui se chevauchent afin d'éviter de surcharger les délégations, en particulier les petites délégations et celles des pays en développement.

Par ailleurs, l'ASEAN souhaite réaffirmer son soutien aux travaux du groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025), en tant que mesure de confiance et cadre permettant de construire et de reconstruire un consensus sur cette question importante. Par conséquent, nous nous félicitons de l'adoption par consensus du premier rapport d'activité annuel du groupe de travail, lors de sa troisième session de fond qui s'est tenue en juillet (voir A/77/275). Nous espérons que les discussions tenues au sein de ce groupe de travail continueront à progresser en s'appuyant sur les accords conclus dans le rapport d'activité, ainsi que sur les résultats positifs précédents, notamment les rapports finaux du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (2019-2021), et la sixième réunion du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale.

L'omniprésence et l'évolution constante des cybermenaces exigent de coordonner les compétences spécialisées de multiples parties prenantes dans divers domaines et par-delà les frontières. Au sein de l'ASEAN,

la coopération en matière de cybersécurité recoupe plusieurs piliers et secteurs, conformément au Plan directeur numérique de l'Association pour 2025 et à sa stratégie de coopération en matière de cybersécurité pour la période 2021-2025, qui a été adoptée en janvier par les ministres des pays de l'ASEAN chargés des questions numériques. Cette stratégie a été élaborée en réponse aux derniers faits nouveaux survenus dans le domaine cybernétique depuis 2017, et vise à renforcer les efforts collectifs de l'Association pour fournir un environnement cybernétique sécurisé dans lequel l'économie et la communauté numériques de la région puissent s'épanouir.

L'ASEAN étoffe la coopération et le renforcement des capacités en matière de cybersécurité avec le concours de son comité de coordination de la cybersécurité, et elle favorise la poursuite de la mise en place d'un cyberspace sûr, résilient, interopérable et fondé sur des règles en encourageant la cohérence politique entre les secteurs et ses États membres, en renforçant la place centrale de l'Association dans l'architecture de cybersécurité de la région et en améliorant l'alignement de la politique régionale en matière de cybersécurité.

Nous soulignons l'importance de la coopération internationale et du renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité du numérique, car ils permettront aux États, en particulier les pays en développement, de mettre en œuvre efficacement les 11 normes volontaires non contraignantes relatives à l'utilisation responsable du numérique par les États. Ce faisant, à la deuxième réunion de son comité de coordination de la cybersécurité, qui s'est tenue en novembre 2021, l'ASEAN a adopté son plan d'action régional sur la mise en œuvre des normes de comportement responsable des États dans le cyberspace élaborées par le Groupe d'experts gouvernementaux de l'ONU. Le plan d'action régional aidera les États membres de l'ASEAN à déterminer les domaines qui nécessitent un soutien supplémentaire pour la mise en œuvre des normes, y compris le renforcement des capacités et la coopération internationale.

Nous travaillons également avec des partenaires internationaux pour renforcer la coopération internationale dans le domaine de la sécurité informatique, par le biais d'instances telles que la réunion intersessions du Forum régional de l'ASEAN sur la sécurité des technologies de l'informatique et des communications et le Groupe de travail d'experts sur la cybersécurité de la Réunion des Ministres de la défense de l'ASEAN Plus. Ces dernières années, ce regroupement a mené à bien quatre initiatives importantes. Il existe de nombreuses possibilités de

s'appuyer sur ces initiatives et de les développer afin de contribuer à la cybersécurité au niveau mondial. C'est avec plaisir que partagerons nos données d'expérience et les enseignements que nous avons tirés, le cas échéant, afin de renforcer davantage ces initiatives.

Pour terminer, l'ASEAN s'engage de nouveau à relever tout défi en matière de sécurité et à renforcer sa coopération avec la communauté internationale pour promouvoir notre objectif commun de parvenir à un cyberspace pacifique, sûr et résilient. Nous attendons avec intérêt de contribuer de manière constructive, avec le reste de la communauté internationale, à la mise en place d'un environnement cybernétique qui contribuera au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

M. Al-Taie (Iraq) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, le Groupe des États arabes s'associe à la déclaration faite par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés.

En ce qui concerne les autres mesures de désarmement, le Groupe des États arabes souligne que les solutions convenues dans le cadre multilatéral et conformément à la Charte des Nations Unies constituent le seul moyen durable d'aborder les questions de désarmement et de sécurité internationale. Le Groupe appelle tous les États Membres à réaffirmer et à mettre en œuvre les engagements individuels et collectifs qu'ils ont pris dans le cadre international multilatéral. Le Groupe des États arabes souligne qu'il croit au rôle central de l'ONU dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération. Nous souhaitons exprimer notre préoccupation face à l'augmentation des tensions sur le plan mondial et des dépenses militaires, dont une grande partie pourrait être consacrée à la promotion du développement durable et à l'élimination de la pauvreté dans le monde, en particulier dans les pays en développement, y compris les États arabes. Nous soulignons une fois de plus l'importance du suivi de la mise en œuvre du programme de travail adopté à la Conférence internationale de 1987 sur la relation entre le désarmement et le développement, ainsi que de l'examen de l'incidence de l'augmentation des dépenses militaires sur la mise en œuvre du Programme 2030 et de ses objectifs de développement durable.

L'expansion et la modernisation des arsenaux nucléaires, qui se poursuivent, constituent une des menaces les plus graves qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales et le développement durable. Par conséquent, le Groupe des États arabes souligne qu'il importe que les instances internationales de désarmement prennent en compte les critères environnementaux

pertinents lors de la négociation des traités et conventions sur le désarmement et la maîtrise des armements. Nous soulignons également la nécessité pour tous les États de veiller au respect de ces critères environnementaux dans le cadre de l'application des traités et des conventions.

En ce qui concerne la cybersécurité, le Groupe des États arabes se déclare préoccupé par l'utilisation accrue des technologies de l'information et des communications (TIC) dans des activités destructrices qui menacent la paix et la sécurité internationales, y compris les activités menées par des organisations terroristes et criminelles. Le Groupe souligne que l'ONU doit poursuivre ses travaux en vue d'élaborer des règles contraignantes qui régiront le comportement responsable des États dans ce domaine vital, ainsi qu'il faut continuer à adapter les réglementations dans ce domaine à son évolution rapide. Il est également nécessaire de poursuivre la coopération internationale et de préserver le rôle central de l'Organisation des Nations Unies dans ces efforts. Nous soulignons qu'il importe d'appuyer la coopération internationale pour renforcer la sécurité des TIC, ce qui augmenterait la capacité des États à faire face à toute attaque de sabotage, une approche qui a été confirmée par de nombreux rapports du Groupe d'experts gouvernementaux et de l'ancien Groupe de travail à composition non limitée.

Le Groupe des États arabes tient à préserver le rôle central de l'ONU dans le développement du système de critères internationaux pour la sécurité des TIC et à maintenir la poursuite de la coopération au sein des Nations Unies dans ce domaine, qui touche désormais toutes les installations vitales des différents États. Cependant, l'utilisation abusive croissante de l'Organisation menace la sécurité internationale.

Pour terminer, le Groupe des États arabes réaffirme son intérêt constant pour une participation effective aux travaux du groupe de travail à composition non limitée créé en application de la résolution 75/240, et se félicite de l'adoption par consensus de son premier rapport annuel (voir A/77/275). Nous nous réjouissons à la perspective de mener des consultations intensives sur les diverses propositions pertinentes qui aideront les pays en développement à relever les défis résultant de l'utilisation des TIC, en plus des menaces croissantes dans ce domaine.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

M^{me} Korff (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union

européenne et de ses États membres. Le Monténégro, l'Albanie et la République de Moldova, pays candidats, ainsi que la Géorgie, Monaco et Saint-Marin s'associent à la présente déclaration.

L'Union européenne et ses États membres encouragent vivement la création d'un cyberspace mondial, ouvert, libre, stable et sûr, dans lequel le droit international, notamment les droits de l'homme et les libertés fondamentales, s'applique pleinement, ce qui favorise le développement social, politique et économique. Nous rappelons l'action importante menée par la communauté internationale pour promouvoir la sécurité et la stabilité internationales dans le cyberspace et pour faire face aux cybermenaces. Le contexte dans lequel les menaces pesant sur le cyberspace apparaissent continue d'évoluer, et le cyberspace est de plus en plus souvent utilisé à mauvais escient pour mener des cyberactivités malveillantes, notamment des cyberattaques, dans le cadre d'une guerre hybride, ce que l'Union européenne condamne fermement.

Je tiens à rappeler les risques que l'agression menée par la Russie en Ukraine fait peser sur notre sécurité et notre stabilité au sens large, et de souligner que l'Union européenne et ses États membres ont attribué à la Fédération de Russie la cyberactivité malveillante qui a visé le réseau de satellites KA-SAT. Cette cyberattaque a eu lieu une heure avant l'invasion non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Russie le 24 février, facilitant ainsi l'agression militaire. Elle a eu des effets considérables, provoquant des pannes de communication et des perturbations généralisées au sein de diverses administrations publiques, dans les entreprises et parmi les utilisateurs en Ukraine, et a touché plusieurs États membres de l'Union européenne. L'attaque qui a débuté le 24 février 2022 n'est pas un événement isolé. L'agression menée par la Russie en Ukraine s'est accompagnée d'une augmentation importante des cyberactivités malveillantes, notamment d'un nombre impressionnant et inquiétant de pirates informatiques et de groupes de pirates informatiques ciblant sans discernement des entités essentielles dans le monde entier. Nous continuons d'insister sur le fait que les cyberattaques visant un État peuvent se propager à d'autres pays et avoir des effets systémiques, mettant ainsi en péril la sécurité d'autres États. L'Union européenne condamne ces activités avec la plus grande fermeté.

Compte tenu du nouvel environnement stratégique créé par le cyberspace, que les cyberacteurs peuvent utiliser pour accroître leur pouvoir, réduire le pouvoir des

autres et obtenir des avantages stratégiques, l'Union européenne reconnaît le rôle que joue l'ONU dans la poursuite de l'élaboration de normes de comportement responsable des États dans le cyberspace. Le Groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025), s'appuyant sur ses travaux précédents ainsi que sur les délibérations passées du Groupe d'experts gouvernementaux et reflétant les discussions tenues entre tous les États Membres de l'ONU, a confirmé que l'Organisation est bien placée pour montrer la voie et promouvoir le dialogue sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications par les États dans le contexte de la paix et de la sécurité internationales. Nous nous félicitons du consensus dégagé cette année sur le rapport d'activité annuel du Groupe de travail (voir A/77/275), qui reconnaît l'urgence croissante des discussions et offre un large soutien au cadre consensuel pour un comportement responsable des États, y compris l'application du droit international et du droit international humanitaire, ainsi que les normes élaborées précédemment par le Groupe d'experts gouvernementaux de l'ONU. Avec les mesures de confiance et de renforcement des capacités qui ont été convenues, ces éléments consolident le cadre cumulatif et évolutif aux fins du comportement responsable des États dans leur utilisation du numérique, qui constitue la base sur laquelle s'appuie le Groupe de travail actuel.

Nous prenons acte et nous nous félicitons du souhait général d'une participation universelle, y compris d'une participation multipartite, aux travaux du Groupe de travail actuel. Nous regrettons toutefois que l'accès a été refusé à de nombreuses organisations non gouvernementales. Nous espérons que nous serons en mesure de garantir l'inclusivité aux prochaines sessions du Groupe de travail. L'Union européenne reste disposée à avoir avec les parties prenantes, notamment les organisations régionales et sous-régionales, un dialogue de fond, régulier et soutenu au cours des prochaines sessions officielles, comme indiqué dans la feuille de route figurant dans le projet de rapport d'activité annuel, ainsi que lors des réunions intersessions proposées par la présidence. Compte tenu du contexte, la capacité à se mettre d'accord sur un rapport de consensus est un signal important envoyé par la communauté internationale, à savoir qu'en ce qui concerne les questions de paix et de sécurité internationales dans le cyberspace, il existe un désir de poursuivre un dialogue régulier sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre normatif pour un comportement responsable des États dans le cyberspace, qui soit approuvé par tous les États Membres de l'ONU.

Beaucoup reste à faire, notamment en ce qui concerne le soutien à la mise en œuvre pratique des résultats de ces discussions. Nous nous réjouissons à la perspective de continuer à coopérer avec les États et les autres parties prenantes pour promouvoir ces actions, notamment par l'élaboration d'un programme d'action.

Compte tenu de tous ces facteurs, l'Union européenne et ses États membres soutiennent fermement la proposition d'élaborer un programme d'action destiné à promouvoir le comportement responsable des États dans le cyberspace. Nous appuyons pleinement le projet de résolution correspondant (A/C.1/77/L.73). Après quatre cycles de consultations inclusives et transparentes, qui se sont tenues à Genève et à New York, le projet de résolution a fait l'objet d'un débat public et a donc été adapté pour inclure les points de vue constructifs les plus larges possibles, et il est actuellement co-parrainé par un groupe transrégional de 54 États. Le projet de résolution se félicite de la proposition de créer un programme d'action des Nations Unies, qui servira à l'avenir de mécanisme permanent, inclusif et orienté vers l'action. Je rappelle que le projet de résolution vise à concevoir le programme d'action en complémentarité avec les travaux en cours du Groupe de travail à composition non limitée et ne cherche pas à faire du programme d'action un processus parallèle. Dans le cadre du programme de travail proposé, le programme d'action ne commencera à être mis en œuvre qu'en 2025, à la fin du mandat du groupe de travail, et s'appuiera sur les résultats de celui-ci, obtenus d'ici à 2025.

Le projet de résolution A/C.1/77/L.73 entend donc favoriser des discussions ouvertes sur un programme d'action et sur la voie à suivre pour sa future mise en place après l'achèvement du mandat du groupe de travail à composition non limitée. Soulignant que le programme d'action est fortement axé sur la mise en œuvre du cadre normatif précédemment créé sur le comportement responsable des États dans le cyberspace, ainsi que sur le renforcement des capacités, nous avons la conviction qu'il est le cadre approprié pour poursuivre nos discussions sur le comportement responsable des États dans le cyberspace et, plus important encore, qu'il servira les intérêts et les besoins de l'ensemble des États Membres de l'ONU.

M^{me} Kristanti (Indonésie) (*parle en anglais*) : L'Indonésie s'aligne sur la déclaration que nous avons faite plus tôt au nom du Mouvement des pays non alignés et sur la déclaration faite par le représentant des Philippines au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Le nombre croissant d'activités malveillantes dans l'environnement des technologies de l'information et des communications (TIC) met en péril la paix et la sécurité internationales et compromet les moyens de subsistance des populations. Alors que l'augmentation constante de la connectivité expose également les infrastructures critiques à diverses menaces et vulnérabilités, l'Indonésie reste déterminée à promouvoir un environnement numérique pacifique, sûr et sécurisé. Dans ce contexte, je voudrais souligner deux points pertinents.

Premièrement, les cadres et normes multilatéraux existants sur l'utilisation des TIC doivent être renforcés. La Charte des Nations Unies et le droit international fournissent un cadre fondamental et essentiel pour orienter les États dans leur utilisation des TIC. Le rôle des cybernormes existantes est également essentiel pour guider le comportement des États et renforcer la confiance et la prévisibilité. L'Organisation des Nations Unies joue un rôle central dans la résolution des problèmes et la correction des lacunes dans la mise en œuvre des lois et des normes internationales. À cet égard, l'Indonésie se félicite des travaux en cours et de l'adoption récente par consensus du rapport d'activité annuel du Groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025) (voir A/77/275). Cette adoption par consensus témoigne de la ferme volonté de continuer à progresser en dépit de la situation géopolitique actuelle. L'Indonésie tient également à saluer les efforts déployés par l'actuel groupe de travail pour donner suite aux recommandations des précédents rapports du Groupe d'experts gouvernementaux et du groupe de travail, notamment les premières mesures prises pour mettre en place un point de contact mondial sous les auspices du groupe de travail. Nous espérons que ce cadre facilitera la coopération et la transparence et qu'il renforcera la réaction d'urgence mondiale aux menaces qui apparaissent dans l'environnement numérique.

Deuxièmement, il est nécessaire d'assurer une synergie entre les efforts déployés au niveau mondial pour renforcer l'environnement numérique. Les mesures prises aux niveaux bilatéral, régional et mondial doivent renforcer mutuellement les efforts destinés à consolider la sécurité de l'environnement numérique et faciliter les mesures de confiance et de renforcement des capacités. Nous reconnaissons les efforts déployés et les initiatives présentées par les États en ce qui concerne la question de la sécurité numérique. Toutefois, l'Indonésie réaffirme qu'il importe de continuer à mener un processus unique, inclusif et consensuel sur la question de la sécurité numérique, sous les auspices de l'ONU. Nous

devons éviter les processus parallèles qui pourraient se chevaucher et faire double emploi avec les mandats des mécanismes existants. Nous appelons également tous les pays à continuer d'utiliser le cadre du groupe de travail à composition non limitée pour un futur dialogue institutionnel régulier.

Pour terminer, l'Indonésie tient à saluer les contributions d'experts apportées par les parties prenantes en soutien aux efforts déployés par les États Membres en vue de maintenir la paix et la stabilité dans l'environnement numérique. Compte tenu de la spécificité de cet environnement, il est essentiel que les gouvernements collaborent avec les parties prenantes. De nombreuses composantes des infrastructures critiques sont détenues et administrées par le secteur privé. Par conséquent, nous pensons que la participation des parties prenantes dans le renforcement des capacités pourrait être étudiée plus avant. Une telle participation contribuerait au renforcement de la confiance et de la collaboration, qui sont essentielles dans le domaine des TIC. La Commission peut être assurée que l'Indonésie est prête à collaborer de manière constructive à cet égard.

M. Turner (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États Membres de l'ONU œuvrent depuis plus de 20 ans à la prévention des conflits dans le cyberspace. Au cours de la dernière décennie, nous avons élaboré et affirmé un cadre global destiné à guider les États dans leur comportement dans le cyberspace, qui a été salué par la communauté internationale. Les États-Unis ont participé de bonne foi à l'ensemble du processus pour renforcer l'ordre multilatéral fondé sur des règles que nous partageons, afin que cette importante technologie émergente contribue de manière responsable à la paix et à la sécurité internationale.

Toutefois, un pays, la Fédération de Russie, a mis au défi notre travail cette année. À en juger par l'attaque non provoquée et injustifiée qu'elle a perpétrée contre l'Ukraine, ses violations flagrantes du droit international et son recours répété aux cyberattaques, nous ne pouvons que conclure que la Russie se croit en quelque sorte exempte de l'ordre fondé sur des règles, mais nous ne laisserons pas l'obstructionnisme qui caractérise ce pays entraver notre travail sur les questions cybernétiques. L'action que nous menons est celle de tous les États Membres qui cherchent à préserver la stabilité du cyberspace et à bénéficier d'un Internet ouvert, interopérable, sûr et fiable. Elle est également celle de chacun et chacune d'entre nous qui a contribué de bonne foi et apporté des idées au Groupe de travail à composition non limitée sur

les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale, au groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025), au Groupe d'experts gouvernementaux et à la Première Commission elle-même.

Le travail que nous avons accompli au cours des deux dernières décennies a une valeur tangible pour les acteurs étatiques responsables et leurs citoyens. Tous les États qui cherchent à améliorer la cybersécurité internationale peuvent trouver des conseils précieux dans le cadre normatif pour un comportement responsable des États dans le cyberspace. Ce cadre nous permet également d'amener les États irresponsables à répondre de leur cybercomportement. Nous devons persévérer, malgré les actions perturbatrices d'acteurs malveillants. Grâce aux efforts héroïques déployés par l'Ambassadeur Burhan Gafoor, Président du groupe de travail à composition non limitée, nous sommes parvenus en juillet à un consensus sur un modeste rapport d'activité (voir A/77/275) destiné à orienter les travaux futurs en s'appuyant sur le cadre normatif. Nous soutenons le projet de décision A/C.1/77/L.54 de la présidence, qui accueille favorablement ce rapport, et nous espérons qu'il sera approuvé par l'Assemblée tout entière.

C'est dans cette optique que nous devons considérer l'intention qui sous-tend le projet de résolution A/C.1/77/L.23/Rev.1 déposé par la Russie, par lequel ce pays chercherait à tirer profit du soutien des États Membres au rapport d'activité du groupe de travail afin de promouvoir son propre projet politique et de s'approprier le processus. Le projet de résolution s'appuie sur un texte controversé et non consensuel pour aborder des questions bien couvertes par des documents de consensus, ce qui sape à la fois notre œuvre consensuelle au sein du groupe de travail et l'action de la présidence de cette entité. Du point de vue des États-Unis, le projet de résolution n'a d'autre but que de réinterpréter les travaux du groupe de travail et de reproduire le projet de décision de son président se félicitant de son rapport. Nous ne pouvons pas appuyer ce texte. En revanche, nous saluons l'approche inclusive et constructive adoptée par la France dans son projet de résolution A/C.1/77/L.73 sur un programme d'action cybernétique. L'ONU a demandé à plusieurs reprises la mise en place d'un mécanisme des Nations Unies plus permanent sur les questions cybernétiques dans le contexte de la sécurité internationale. Cette question mérite l'attention prioritaire des États Membres, y compris dans le cadre des activités du groupe de travail.

Le projet de résolution déposé par la France présente aux États Membres le programme d'action et son objectif, qui est d'aider les États à respecter les engagements pris à l'échelle de l'Assemblée générale en faveur d'un comportement responsable des États dans le cyberspace, tout en restant suffisamment souple pour faire face aux menaces futures. Dans le projet de résolution A/C.1/77/L.73, l'Assemblée générale prie également le Secrétaire général d'établir un nouveau rapport sur les vues des États concernant les moyens de créer un nouveau programme d'action. Nous pensons que le rapport qui en résultera constituera une contribution précieuse aux travaux du groupe de travail et à l'examen général de la question par l'Assemblée générale. Au cours des deux dernières décennies, les objectifs de la Commission sur cette question sont restés les mêmes, à savoir prévenir les conflits résultant de l'utilisation par les États des technologies de l'information et des communications et réduire au minimum les souffrances civiles résultant du recours à des cyberattaques dans la conduite d'un conflit armé lorsqu'il survient. Nous espérons que les travaux de la Commission sur la cybersécurité pourront continuer à guider les États responsables et leurs actions dans le cyberspace et, le cas échéant, aider ces États à demander des comptes aux États irresponsables lorsqu'ils portent atteinte à la cybersécurité et à la stabilité internationales.

M. Hegazy (Égypte) (*parle en anglais*) : L'Égypte s'associe aux déclarations faites par la représentante de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés et par le représentant de l'Iraq au nom du Groupe des États arabes.

L'Égypte réaffirme que les instruments non discriminatoires, multilatéraux et juridiquement contraignants sont les mesures les plus efficaces pour réaliser des progrès durables dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale. Il est indispensable que tous les États continuent de respecter les engagements pris antérieurement ainsi que le droit international afin de maintenir la paix et la sécurité internationales et d'éviter le chaos. Malgré la rapidité des innovations scientifiques et technologiques dans plusieurs domaines stratégiques, diverses activités ayant une incidence directe sur la sécurité internationale ne font pas l'objet de règles convenues au niveau international qui permettraient d'éviter qu'elles donnent lieu à une course aux armements et à des conflits armés. Le cyberspace, l'espace extra-atmosphérique et les applications de l'intelligence artificielle en matière d'armement, notamment le domaine des armes létales autonomes, en sont des exemples marquants. L'absence de progrès

dans la lutte contre les graves menaces qui pèsent sur la sécurité dans ces domaines n'est manifestement pas due à un manque de compétences techniques de la part de la communauté internationale, mais plutôt à la conviction erronée et persistante de certains États qu'il est possible de maintenir une domination absolue dans ces domaines, d'où leur résistance à tout effort visant à élaborer des régimes internationaux équitables fondés sur des règles qui interdisent l'utilisation malveillante et la militarisation de ces technologies, lesquelles conduiraient à une course aux armements que personne ne pourrait gagner.

L'Égypte exprime son plein appui au groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025), qui a été créé conformément à la résolution 75/240, et se félicite du succès de son premier cycle annuel et de l'adoption par consensus de son premier rapport d'activité annuel (voir A/77/275), qui contient des propositions concrètes, y compris des mesures de confiance. Le rapport ouvrira également la voie à une discussion ciblée sur d'autres propositions en suspens en vue de leur élaboration ultérieure. Dans cette optique, nous attendons avec intérêt la tenue d'une ou de plusieurs sessions consacrées au renforcement des capacités au sein du groupe de travail afin d'appuyer le potentiel des pays en développement, de remédier à la fracture numérique entre les États Membres et de faire face aux menaces croissantes.

Le groupe de travail a été témoin de nombreuses idées créatives et propositions constructives, notamment sur l'avenir d'un dialogue institutionnel régulier sous les auspices de l'ONU, grâce à un éventuel programme d'action sur les questions liées à la cybernétique, afin de compléter ses travaux, ce qui a été reflété dans le rapport final de consensus adopté en 2021 par le Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (2019-2021) et dans celui du Groupe d'experts gouvernementaux. Dans cette optique, l'Égypte partage le point de vue selon lequel le programme d'action doit être élaboré à travers un cyberprocessus inclusif et unificateur qui évite tout double emploi avec d'autres processus pertinents et se fonde sur les avis et propositions de tous les États Membres, lesquels feront l'objet d'un examen approfondi au sein du groupe de travail, conformément aux références positives à cette proposition dans le premier rapport d'activité annuel. Cela permettrait de concentrer les discussions en 2023 sur le programme d'action, en plus du projet de résolution A/C.1/77/L.73 sur le cyberprogramme d'action, dans lequel le Secrétaire général est prié de présenter un

rapport sur les vues des États concernant la portée du programme d'action, le règlement intérieur et le processus de sa mise en place, qui seront tous examinés au sein du groupe de travail.

M^{me} Petit (France) : La France s'associe à la déclaration prononcée par la représentante de l'Union européenne, en qualité d'observatrice et présente, à titre national, les remarques suivantes.

La cybersécurité est devenue un enjeu majeur, dans un contexte où les activités malveillantes, menées par des acteurs étatiques et non étatiques, continuent de croître en intensité. Cet enjeu est d'autant plus crucial pour notre sécurité collective que les capacités des États pour faire face à ces activités malveillantes sont caractérisées par une grande hétérogénéité. Pour répondre à ces défis, la France réitère son attachement au cadre normatif de comportement étatique responsable, consolidé par le Groupe d'experts gouvernementaux et le Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale. La France renouvelle son engagement plein et entier dans les travaux de l'actuel groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025) dont elle salue le rapport annuel adopté en juillet dernier (voir A/77/275). Ce rapport offre une feuille de route substantielle pour les travaux des prochaines sessions. La France entend y contribuer activement et espère que les travaux sur les mesures de confiance, le droit international, les normes, le renforcement des capacités et le dialogue institutionnel régulier pourront aboutir à des résultats concrets.

Les États Membres ont souligné à plusieurs reprises l'utilité de travailler à la mise en place d'un mécanisme permanent sur les questions cybernétiques. Cette question mérite en effet une attention prioritaire et spécifique. C'est pourquoi la France, avec un groupe transrégional d'États et l'Union européenne, promeut depuis 2020 une proposition de programme d'action des Nations Unies pour la cybersécurité. Il viserait à établir à l'ONU un mécanisme permanent, inclusif et tourné vers l'action, après le groupe de travail à composition non limitée (2021-2025), pour renforcer les capacités des États qui le demandent et lutter contre la fracture numérique. Cette proposition a été notée dans les rapports consensuels du dernier Groupe d'experts gouvernementaux et du Groupe de travail (2019-2021), qui ont appelé à en poursuivre l'élaboration.

Pour stimuler ces discussions dans le contexte du groupe de travail à composition non limitée (2021-2025), et parce que nous devons nous préparer dès maintenant au regard des pratiques des Nations Unies, la France présente cette année un projet de résolution intitulé « Programme d'action destiné à promouvoir le comportement responsable des États en matière d'utilisation du numérique dans le contexte de la sécurité internationale » (A/C.1/77/L.73). Ce projet de résolution est complémentaire au projet de décision porté par le Président du groupe de travail, que nous soutenons. Il est coparrainé à l'heure actuelle par 54 États issus de divers groupes régionaux. Ce projet salue la proposition de programme d'action ; il en décrit les objectifs généraux mais laisse une totale flexibilité quant à la définition de son contenu ; il adopte une approche progressive ; il ne cherche pas à établir ce programme d'action immédiatement afin de ne pas interférer dans les travaux du groupe de travail à composition non limitée.

Ce projet de résolution demande au Secrétaire général de l'ONU de préparer à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale un rapport, sur la base des contributions des États, sur le contenu et la structure du programme d'action, ainsi que sur les modalités possibles de son établissement. Ce rapport servira de base à la poursuite de discussions entre États au groupe de travail, si bien qu'aucun processus parallèle ni aucune charge de travail additionnelle ne sont créés pour les États.

La proposition de programme d'action se base essentiellement sur du langage agréé et consensuel, tiré des rapports annuels et des résolutions consensuelles des mécanismes cyber, et cette proposition de programme d'action ne crée donc aucun nouveau concept. De même, pour améliorer notre réponse collective aux défis de sécurité dans le cyberspace, la proposition de programme d'action vise à instituer, à terme, une coopération accrue avec les parties prenantes concernées du secteur privé, du monde universitaire et de la société civile.

L'action de la France face aux défis et aux opportunités que présentent les développements des nouvelles technologies repose sur la transparence, la coopération et la lutte contre leur détournement ou leur utilisation malveillante. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour faire respecter les normes et arrangements en la matière.

M^{me} McIntyre (Australie) (*parle en anglais*) : Un cyberspace ouvert, sûr, stable, accessible et pacifique profite à tous. Cependant, jamais le cyberspace n'a été aussi contesté. Le cadre de comportement responsable des États, approuvé par les 193 États Membres de

l'ONU, n'a jamais été enfreint de manière aussi flagrante. Cette année a été marquée par des cas inacceptables de cyberactivité malveillante, notamment contre le Comité international de la Croix-Rouge, ou lorsque la Russie a pris pour cible le secteur bancaire ukrainien. Nous avons tous la responsabilité de travailler ensemble pour gérer les défis complexes à la sécurité internationale dans le cyberspace et de concentrer nos efforts sur la promotion de la paix et la prévention des conflits.

L'Australie reste fermement déterminée à relever ces défis. Nous réaffirmons notre engagement à agir conformément au cadre cumulatif et évolutif mis en place par les rapports de consensus des précédents groupes d'experts gouvernementaux et du premier Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale. Nous appelons tous les États à mettre en œuvre de manière effective et à respecter fidèlement leurs engagements au titre de ce cadre, et nous exprimons nos remerciements et notre soutien à l'Ambassadeur Gafoor, Président du groupe de travail à composition non limitée, pour la manière dont il dirige ce processus.

L'Australie continuera à partager publiquement la façon dont elle met en œuvre, interprète et respecte ce cadre. La transparence favorise la responsabilité, la prévisibilité et la stabilité, et nous encourageons par conséquent tous les États à imiter notre pays.

L'Australie se félicite du rapport d'activité du deuxième groupe de travail et de sa réaffirmation sans équivoque du cadre, avec ses quatre éléments clefs, à savoir le droit international, les normes, les mesures de confiance et le renforcement des capacités. Nous sommes particulièrement satisfaits que le rapport note que le droit international humanitaire s'applique au cyberspace dans les situations de conflit armé, rappelant que les principes de ce droit ne légitiment ni n'encouragent en aucun cas les conflits. Nous encourageons tous les États à s'impliquer véritablement dans les prochaines étapes recommandées par le rapport.

Pour l'Australie, il est très important de renouer avec le consensus concernant les questions cybernétiques à l'ONU. Les progrès accomplis par les États Membres à ce jour montrent que nous pouvons travailler ensemble avec succès. Nous encourageons tous les États à continuer à œuvrer de manière constructive et à trouver un équilibre.

L'Australie plaide depuis longtemps en faveur de la mise en place d'un mécanisme institutionnalisé de l'ONU

pour aborder la question du comportement responsable des États dans le cyberspace – un mécanisme qui soit inclusif, transparent, démocratique et fondé sur le consensus. Quel que soit le mécanisme ou l'architecture que nous, États Membres, choisirons, il doit être fermement ancré dans le cadre convenu et nous permettre de faire face de manière efficace aux nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité internationale.

Nous devons nous efforcer de mettre en place un cadre où tous les États Membres de l'ONU puissent travailler véritablement et régulièrement avec les parties prenantes, un cadre qui puisse s'élargir, pivoter et se développer à l'avenir. Nous devons nous efforcer de trouver un cadre qui nous ramène au consensus et à un processus à voie unique, car les questions qui doivent être examinées sont tout simplement trop importantes pour être réparties sur plusieurs fronts.

L'Australie souligne qu'un nouveau mécanisme permanent ne ferait pas concurrence à ceux qui l'ont précédé, mais représenterait plutôt la prochaine mutation des discussions menées au sein de l'ONU sur le cyberspace, en s'appuyant sur les discussions et les accords antérieurs. Nous continuerons à travailler avec diligence avec tous les États Membres pour trouver la voie qui mène au consensus sur les questions cybernétiques dans le cadre de la Première Commission.

M. In den Bosch (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : En complément de la déclaration faite par la représentante de l'Union européenne en qualité d'observatrice, le Royaume des Pays-Bas souhaite faire les observations suivantes à titre national.

Compte tenu des évolutions rapides en matière technologique, les Pays-Bas tiennent à souligner l'importance de l'utilisation responsable des nouvelles technologies et, en particulier, de l'intelligence artificielle. Les progrès rapides de cette technologie auront des conséquences géopolitiques considérables, et elle représente la prochaine frontière en matière de maîtrise des armements. Nous, communauté internationale, devons renforcer la gouvernance internationale s'agissant du développement, du déploiement et de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire.

C'est pourquoi les Pays-Bas accueilleront le sommet « REAIM 2023 », réunion de haut niveau sur l'intelligence artificielle responsable dans le domaine militaire, les 15 et 16 février 2023 à La Haye. L'objectif de cette réunion est de convenir d'un programme international commun qui garantira le développement, le

déploiement et l'utilisation responsables de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire, dans le respect des normes du droit international humanitaire existant. Nous avons l'intention d'inviter les ministres et les autres parties prenantes du monde entier à se joindre à nous et à relever ce défi de plus en plus important pour la paix et la sécurité internationales. En outre, mon pays souligne l'importance des cadres de sécurité existants pour les transferts de technologie à des fins pacifiques.

Les technologies de l'information et des communications (TIC) sont un formidable moteur du développement durable dans le monde entier, mais à mesure que notre dépendance à l'égard de ces technologies s'accroît, la menace de cyberactivités perturbatrices, coercitives et déstabilisantes de la part d'acteurs étatiques et non étatiques s'accroît également. Les Pays-Bas demeurent profondément préoccupés par le risque croissant que représente l'utilisation malveillante des TIC pour la paix et la sécurité internationales. Nous avons, à l'ONU, la responsabilité partagée de promouvoir un environnement numérique ouvert, libre, sécurisé, stable, accessible et interopérable. Mon pays réaffirme donc son attachement aux résultats consensuels des processus intergouvernementaux menés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et approuvés par tous les États Membres. Nous soulignons en particulier que le droit international, notamment le droit des droits de l'homme et le droit international humanitaire, est applicable au cyberspace.

Les Pays-Bas se sont félicités de l'adoption par consensus du rapport annuel 2022 du groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025) (voir A/77/275). Le rapport réaffirme le cadre cumulatif et évolutif du comportement responsable des États dans le cyberspace et fournit plusieurs recommandations concrètes pour les travaux futurs, notamment dans le domaine des mesures de confiance. Nous appuyons fermement le projet de décision A/C.1/77/L.54, déposé par Singapour, qui entérine le rapport. Ce projet de texte consolide l'important consensus obtenu et son adoption sans vote renforcerait la dynamique positive à l'avenir. Les Pays-Bas continue d'apporter son appui aux travaux de l'actuel groupe de travail. Nous allons poursuivre notre participation active et constructive au processus, dans le but de parvenir à de nouvelles conceptions communes et de renforcer la confiance entre tous les États. En particulier, nous sommes fortement encouragés par le nombre croissant de femmes représentant leur pays au sein du groupe de travail, et

nous sommes favorables à une meilleure prise en compte des questions de genre dans le cadre de ses travaux.

L'environnement géopolitique actuel souligne encore davantage l'urgence de mettre en pratique nos accords consensuels et d'accroître notre cyber-résilience. Tous les États ont accepté de s'inspirer des rapports de consensus dans leur utilisation des technologies de l'information et des communications. Cela nécessite une coopération internationale, le partage des meilleures pratiques et l'amélioration de nos capacités. À cette fin, les Pays-Bas se sont portés coauteurs du projet de résolution A/C.1/77/L.73, déposé par la France, sur le programme d'action visant à promouvoir un comportement responsable des États en matière d'utilisation du numérique dans le contexte de la sécurité internationale. Nous estimons que le programme d'action, qui sera mis en place après l'achèvement de la session actuelle du groupe de travail, servira de mécanisme inclusif orienté vers l'action pour soutenir les capacités des États et les efforts qu'ils déploient afin de mettre en œuvre leurs engagements dans ce domaine. Nous nous félicitons des consultations larges et ouvertes qui ont été menées jusqu'à présent et pensons que l'approche prudente et progressive proposée tracera une voie inclusive et transparente vers la création du programme d'action.

M. Hashmi (Pakistan) (*parle en anglais*) : L'utilisation des technologies nouvelles et émergentes à des fins militaires continue de devancer l'application des principes et normes existants du droit international. Les efforts visant à élaborer des normes, des lois et des règles appropriées pour réglementer ces technologies restent largement au point mort. La mise au point et l'utilisation de systèmes d'armes basés sur ces technologies présentent des dangers croissants, car elles réduisent ou éliminent les risques de pertes humaines pour les États utilisateurs. La possession de ces systèmes augmente donc la probabilité de leur emploi et l'existence potentielle de réponses symétriques et asymétriques, abaissant ainsi le seuil des conflits armés. En conséquence, les risques et les menaces pesant sur la paix, la sécurité et la stabilité aux niveaux mondial et régional augmentent. Ces risques sont particulièrement préoccupants compte tenu des tensions géopolitiques croissantes actuelles. C'est dans ce contexte que ma délégation souhaite attirer l'attention de la Commission sur deux questions particulières, à savoir les systèmes d'armes létaux autonomes et les cyberarmes.

Avec les armes de destruction massive, la mise au point de systèmes d'armes létaux autonomes est peut-être devenue la préoccupation majeure du programme

international de maîtrise des armements. Ces armes n'existent pas de manière isolée ou dans le vide, et elles ne relèvent pas de la science-fiction. Les systèmes en question ne consistent pas en un ou deux types d'armes, mais constituent une catégorie de capacités, avec des niveaux d'imprévisibilité et des effets déstabilisateurs en cascade sur la sécurité régionale et internationale. Ils amplifient également les aspects de la multiplication des forces et de l'asymétrie. Leur sophistication croissante et leur intégration dans les missiles, les systèmes d'armes nucléaires, l'espace extra-atmosphérique et les cyberarmes entraînent des coûts humains et des effets déstabilisateurs considérables. Leur autonomie croissante, basée sur des algorithmes d'apprentissage automatique et une rapidité d'action accrue pendant les opérations, réduira encore la prévisibilité de leur comportement.

Outre l'abaissement du seuil de la guerre, ces armes pourraient également avoir des conséquences supplémentaires, telles que des opérations anonymes et clandestines, y compris des assassinats ciblés sur le territoire d'autres États. Non seulement les dangers d'un massacre unilatéral priveraient les combattants des États visés de la protection assurée par le droit international régissant les conflits armés, mais l'utilisation de ces armes pourrait également mettre en danger la vie des civils et des non-combattants des deux camps, car si des cibles humaines légitimes n'étaient pas disponibles sur le terrain dans les États utilisateurs, il pourrait en résulter en lieu et place des représailles sur leurs civils. Bref, les États pourraient être tentés de réduire l'avantage militaire de leurs adversaires par des moyens asymétriques.

Les discussions à la Commission continuent de mettre en évidence le fait que ces systèmes d'armes sont déjà pris en compte dans les doctrines stratégiques et de sécurité de nombreux États. Il est évident qu'une telle évolution de la situation n'augure rien de bon pour le programme international de maîtrise des armements, déjà en crise. En l'absence de restrictions notables, cette tendance ne fera que déclencher des courses aux armements coûteuses impliquant ces armes. Une telle configuration pourrait également permettre à des acteurs non étatiques d'accéder à ces armes, de les posséder, de les produire et de les utiliser, avec des conséquences inimaginables. Prise dans sa globalité, pareille évolution de la situation pourrait conduire à des niveaux d'escalade involontaires ou incontrôlés. La spirale des représailles qui perpétuerait ou étendrait les conflits, en particulier dans les situations de crise, serait alors inéluctable. Pourtant, au lieu de répondre à ces préoccupations fondamentales, une poignée d'États continuent de bloquer

tout progrès véritable sur le plan normatif et s'opposent ouvertement à l'élaboration de normes juridiques, de règles et de réglementations internationalement convenues régissant la conception, la mise au point et l'utilisation de ces systèmes d'armement. Une fois de plus, nous appelons ces États à cesser de s'opposer à l'ouverture urgente de négociations sur un instrument juridiquement contraignant énonçant des interdictions et des restrictions appropriées pour les armes létales autonomes.

La militarisation des technologies de l'information et des communication (TIC) et du cyberspace fait peser de graves risques sur la paix, la sécurité et la stabilité, tant au niveau international que régional. La possibilité d'agir de manière anonyme sans les limites géographiques traditionnelles, associée à la capacité de produire en masse des cyberarmes à bon marché, les rend extrêmement attrayantes et dangereuses. Plusieurs États développent les TIC en tant qu'outils de guerre pour atteindre des objectifs politiques. L'absence persistante d'une compréhension commune de ce qui constitue un comportement acceptable de la part des États dans l'utilisation du cyberspace accroît les risques, élevant ainsi le potentiel destructeur des cyberarmes à un niveau comparable à celui des armes de destruction massive. Les différences particulières entre les domaines physique et cybernétique, ainsi que l'étendue et la portée de l'applicabilité du droit international existant et de son interprétation, exigent que nous accélérions l'examen, l'élaboration et le développement de normes et de règles correspondantes régissant l'utilisation du cyberspace. Les délibérations en cours au sein du groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025) peuvent permettre de dégager des conceptions communes susceptibles de servir de base à de nouveaux efforts normatifs visant à empêcher que le cyberspace ne devienne un autre domaine de conflit.

Enfin, compte tenu de l'importance croissante des lois et du cyberspace dans les questions de paix, de sécurité et de stabilité internationales et régionales, la Conférence du désarmement représente un cadre durable pour élaborer et codifier le travail normatif par le biais des conventions internationales pertinentes.

M^{me} Ringor (Philippines) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe aux déclarations faites précédemment par la représentante de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés, et par le représentant de propre pays, au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Les Philippines réaffirment que le régime multilatéral de désarmement, de non-prolifération et de

maîtrise des armements est une composante importante de l'ordre international ouvert, inclusif et fondé sur des règles qui sous-tend la paix, la sécurité et la stabilité mondiales depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Comme l'a déclaré le Président Marcos des Philippines dans son allocution à l'Assemblée générale le mois dernier (voir A/77/PV.5), cet ordre fondé sur des règles est le lest qui stabilise notre navire commun en ces temps chahutés. Nous devons rejeter toute tentative de nier ou de redéfinir notre compréhension commune des principes qui sous-tendent cet ordre mondial, en particulier le droit international et les principes d'équité et de justice. Afin de maintenir l'intégrité de ce régime, il est important que les processus techniques restent dirigés par des experts et à l'abri de la politisation. Dans le même temps, nous devons veiller à ce que les processus techniques soient inclusifs. Par conséquent, nous nous félicitons des délibérations du groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025) et de l'adoption par consensus de son premier rapport d'activité annuel (voir A/77/275).

Nous avons toujours exprimé notre inquiétude quant à la présentation de projets de résolution concurrents qui portent sur le même sujet, ce qui entraîne une fragmentation des travaux de la Première Commission. Les États Membres décident souvent d'appuyer les deux projets de résolution au lieu d'en choisir un seul. Il en résulte généralement des mécanismes et des processus redondants et concurrents qui épuisent les ressources limitées de l'ONU. Par conséquent, nous invitons les auteurs de tels projets de résolution à tout mettre en œuvre pour parvenir à un accord avec les auteurs des autres projets de résolution pertinents afin de présenter des textes unifiés. Cette harmonisation garantit l'efficacité et l'efficience des travaux de la Première Commission, ce qui permet de mener une action crédible et collective pour traiter en temps voulu les questions en suspens en matière de désarmement, de paix et de sécurité.

M^{me} Angekrdchok (Thaïlande) (*parle en anglais*) : La Thaïlande s'associe aux déclarations faites par la représentante de l'Indonésie et par le représentant des Philippines, respectivement au nom du Mouvement des pays non alignés et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

Dans le monde interconnecté et interopérable d'aujourd'hui, du fait de l'affaiblissement de la confiance et du climat de tension, les cybermenaces et les cyberactivités malveillantes ne cessent d'augmenter, avec des ramifications en matière de sécurité et des

conséquences socioéconomiques et humanitaires. Je voudrais, à titre national, souligner quelques points qui revêtent une grande importance pour la stabilité et la prévisibilité dans le cyberspace.

Premièrement, un cyberspace fondé sur des règles est un facteur important de paix et de sécurité, ainsi que de progrès économique et d'amélioration du niveau de vie. La Thaïlande estime qu'il est utile de parvenir à une compréhension commune universellement acceptée du droit international applicable au cyberspace et de mettre en œuvre les normes, les règles et les principes d'un comportement responsable des États dans le cyberspace. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982) et tel que l'affirment de nombreuses personnes, nous devons faire davantage pour promouvoir une culture de responsabilité dans le cyberspace.

La Thaïlande se félicite de l'adoption par consensus, en juillet, du rapport d'activité annuel du groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025) (voir A/77/275), qui reflète nos aspirations communes à consolider nos efforts et réaffirme le rôle central que joue le système multilatéral de l'ONU dans ce domaine essentiel. Nous tenons à saisir cette occasion pour saluer le rôle que joue Singapour en tant que Présidente du groupe de travail et réaffirmer la grande importance que nous attachons à ses travaux.

À l'avenir, un dialogue institutionnel régulier sera important pour la continuité de nos discussions. Un tel mécanisme doit être ouvert, inclusif et orienté vers l'action, en s'appuyant sur les travaux du précédent Groupe de travail et des groupes d'experts gouvernementaux. Il ne doit pas faire double emploi avec les autres efforts en cours, compte tenu des ressources limitées des États, en particulier des pays en développement, afin de s'assurer que personne n'est laissé de côté.

Deuxièmement, il convient de renforcer les capacités pour permettre aux États Membres ayant des niveaux de capacité différents de se conformer au droit international et de respecter les normes de comportement responsable des États. Le renforcement des capacités peut également contribuer à renforcer notre résilience cybernétique et à protéger nos infrastructures critiques et nos infrastructures d'information critiques. À cet égard, la Thaïlande appuie pleinement les programmes de renforcement des capacités dans des cadres bilatéraux, régionaux et mondiaux. Nous voudrions mettre en exergue l'action du Centre de renforcement des capacités de cybersécurité ASEAN-Japon, à Bangkok. Grâce

à l'échange d'informations, aux meilleures pratiques et à l'assistance mutuelle, ce centre a contribué au renforcement de la résilience cybernétique de la région ainsi qu'à la réponse et à la préparation aux incidents dans ce domaine, complétant ainsi les efforts déployés par l'ASEAN pour renforcer le dispositif régional de cybersécurité.

Troisièmement, les mesures de confiance sont importantes pour garantir la paix et la stabilité dans le cyberspace. La Thaïlande appuie le rôle majeur que jouent les organismes régionaux dans l'élaboration et l'adaptation des mesures de confiance et appelle à des échanges réguliers d'informations et de bonnes pratiques au niveau interrégional. À ce propos, nous estimons qu'il serait utile d'ouvrir un registre mondial des points de contact nationaux afin de garantir l'accessibilité des pays en développement.

Au niveau régional, l'ASEAN a également pris des mesures concrètes et pratiques à cette fin. La Thaïlande se félicite de l'adoption du plan d'action régional de l'ASEAN sur la mise en œuvre de normes de comportement responsable des États dans le cyberspace

et de la stratégie actualisée de coopération en matière de cybersécurité de l'ASEAN pour la période 2021-2025, qui vise à promouvoir les mesures de confiance par l'entremise de divers mécanismes, notamment la réunion intersessions du Forum régional de l'ASEAN sur la sécurité du numérique et de son utilisation.

Pour terminer, je voudrais insister sur le fait que nous ne devons pas laisser les dangers potentiels du numérique éclipser ses avantages. La Thaïlande est prête à collaborer avec toutes les parties pour mettre en place un cyberspace sûr, fiable, ouvert et interopérable, ce qui constituerait une base solide pour la paix et la sécurité, ainsi que pour une économie florissante et la prospérité pour toutes et tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre la dernière oratrice pour la séance de ce matin. La prochaine séance se tiendra cet après-midi à 15 heures dans cette même salle, et nous allons poursuivre le débat sur le groupe de questions « Autres mesures de désarmement et sécurité internationale ».

La séance est levée à 12 h 55.